

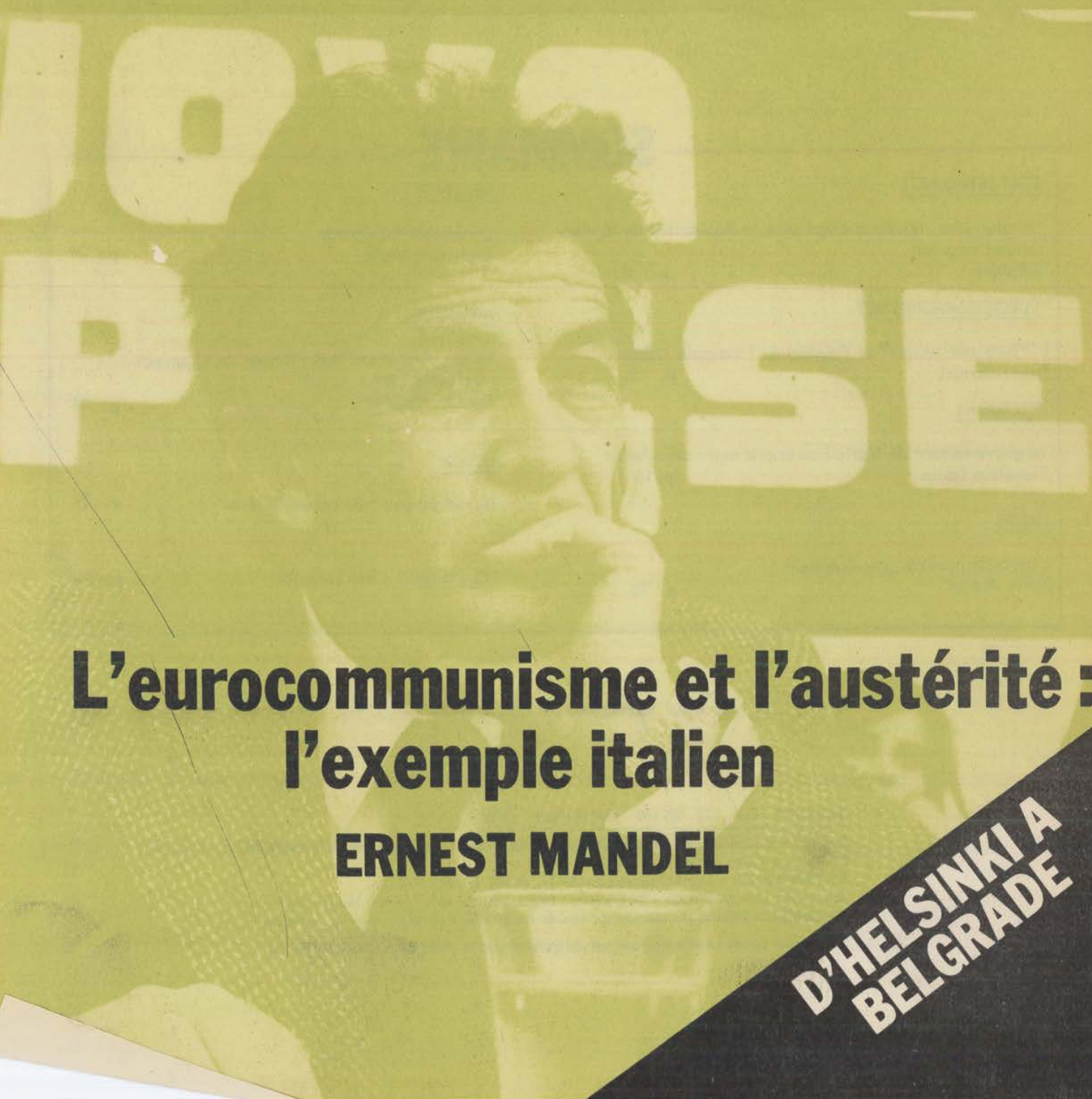
imprecor



correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 9 nouvelle série, 23 juin 1977

4ff, 30fb, 2.5fs



L'eurocommunisme et l'austérité : l'exemple italien

ERNEST MANDEL

D'HELSINKI A
BELGRADE

SOMMAIRE

ETAT ESPAGNOL

Les élections: nouvelle étape dans la liquidation de la dictature franquiste
Editorial p. 3

"EUROCOMMUNISME"

L' "Eurocommunisme" et l'austérité: l'exemple italien
Ernest Mandel p. 5

PORTUGAL

Le gouvernement de Mario Soares pris entre deux feux:
Francisco Louça p. 13

SUEDE

L'usure du nouveau gouvernement
Benny Asman p. 16

DETENTE

D'Helsinki à Belgrade
Catherine Verla p. 24

MEXIQUE

Le mouvement et l'organisation de la paysannerie mexicaine (2ème partie)
Esteban Morales p. 21

INDEX

Du n° 50 au n° 8, nouvelle série p. 27

LES NOTRES : Bob Langston p. 32

INPRECOR B.P. 135 95 103 ARGENTEUIL CEDEX

Directeur de publication : Jean-François Godchau. Imprimé par Rotographie (Montreuil).

N° de commission paritaire : 59 117.

ABONNEMENTS : 1 an (25 numéros) - 80 FF; 45 FS; 650 FB; 17 \$ Can.

Par avion : USA et Canada - 24 \$ par an. Pour les autres pays écrire à la rédaction.

VERSEMENT : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Inprecor.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

Les élections : nouvelle étape dans la liquidation de la dictature franquiste

Editorial

Pour saisir le sens des élections aux Cortès, et interpréter correctement leurs résultats, il faut partir de deux considérations fondamentales.

D'abord — et c'est l'essentiel —, la bourgeoisie espagnole a été obligée de liquider pas à pas la dictature franquiste, non pas en partant d'une situation de force, parce qu'elle estimait avoir suffisamment consolidé son règne pour pouvoir "gouverner à l'européenne", dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle fondée sur la démocratie parlementaire bourgeoise. Elle a été au contraire obligée de liquider cette dictature sous la pression d'un mouvement de masse qui allait en s'amplifiant, qui devenait de moins en moins contrôlable, qui risquait de déboucher sur une situation explosive de type prérévolutionnaire, sinon révolutionnaire.

Elle l'a d'ailleurs fait en reculant pas à pas, en cherchant à conserver le maximum d'institutions héritées du franquisme, et notamment un bric-à-brac institutionnel (un Sénat en partie nommé par la monarchie et qui constitue un verrou législatif presque absolu) et un appareil de répression franquiste intact — sans parler d'une armée qui reste le dernier garant et le dernier rempart de l'ordre bourgeois.

Dans ces conditions, chacune de ses reculades — la légalisation du PSOE d'abord, celle du PC et des organisations syndicales ensuite, la libération des prisonniers politiques, etc. — et la tenue même de ces élections législatives du 15 juin, dans des conditions de liberté relative apparaissent au mouvement de masse comme autant de concessions arrachées à l'ennemi, comme autant de victoires partielles. Elles le sont en effet, considérées d'un point de vue objectif.

Car du point de vue des rapports de forces, la situation a évolué au cours des dernières années et même des derniers mois au profit de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, et non au profit de la bourgeoisie.

Rien dans le résultat des élections elles-mêmes, ne permet de réviser ce jugement. En effet, après quarante années de contrôle complet de la bourgeoisie sur les moyens de communication de masse, avec le maintien en place de l'appareil répressif, présent jusque dans les bureaux de vote, dans des conditions qui sont loin d'être comparables à celles d'élec-

tions parlementaires françaises, italiennes ou portugaises, avec des partis ouvriers n'ayant eu accès à la radio-télévision que pendant quelques semaines et ne disposant même pas d'un seul quotidien, ces partis ont néanmoins pu obtenir du premier coup près de 40% des suffrages, ou même davantage. De plus, ils obtiennent la majorité absolue dans plusieurs grandes villes et la majorité absolue de la classe ouvrière a voté pour eux dans un pays qui, tout en s'étant industrialisé, conserve quand même une petite bourgeoisie bien plus nombreuse que les autres grands pays d'Europe capitaliste. Tout cela affaiblit la bourgeoisie, tant espagnole qu'européenne.

Mais par ailleurs, il faut bien constater que contrairement aux prévisions des marxistes révolutionnaires, la chute de la dictature ne s'est pas effectuée à travers une grève générale qui aurait jeté bas d'un coup de balai énergique l'ensemble des institutions franquistes. Elle ne s'est pas non plus effectuée sous l'effet d'une guerre coloniale perdue, provoquant la désagrégation de l'armée et de l'appareil de répression. Elle s'est effectuée précisément sous la pression d'une lutte de masse suffisamment forte pour arracher des concessions à la bourgeoisie, mais insuffisamment politisée et généralisée — par la faute essentielle des directions réformistes — pour jeter bas la dictature d'un seul coup. Dans ces conditions, nous avons vécu une dialectique de luttes fragmentées de masse et de concessions fragmentaires de la bourgeoisie. Celle-ci a pu gagner du temps pour organiser la retraite, préparer des retranchements défensifs successifs, mettre en place un personnel politique de renouveau. Si on peut parler d'un succès bourgeois le 15 juin 77, c'est dans ce sens, et dans ce sens seulement.

Le lendemain du 15 juin, rien n'est réglé ni consolidé pour la bourgeoisie. L'Union du centre n'a pas la majorité absolue des sièges aux Cortès, ni seule, ni même en association avec la démocratie chrétienne, grande perdante de ces élections. Elle sera obligée de négocier soit avec les nationalistes bourgeois basques (PNV) et catalans (de Pujol), soit avec les sociaux-démocrates du PSP et du PSOE. Dans les deux négociations, et la "loi de la réforme" (c'est-à-dire le cadre constitutionnel imposé par la monarchie et le grand capital) et la loi électorale vont être remises en question. Les Cortès risquent de glisser vers un statut de demi-constituante, ce que la bourgeoisie voulait précisément éviter. Les institutions sauvées du franquisme dans la monarchie juncarliste seront soumises à de rudes épreuves.

A l'incertitude institutionnelle se joindra l'instabilité politique. Les élections municipales déjà envisagées pour l'automne risquent de donner des majorités ouvrières dans quelques-unes des principales villes du pays. Le pourcentage des voix obtenues par les partis ouvriers progressera sur celui du 15 juin, atteignant sans doute les 45%. Même dans le cadre d'un statut d'autonomie insuffisant et caduc, ces mêmes partis pourraient frôler sinon dépasser la majorité absolue en Catalogne et au Pays Basque. Les possibilités d'une démocratie bourgeoise fonctionnant même comme celle de la IV^e République ou de l'Italie d'après 1945 seront minées dès le départ.

Mais cette instabilité politique se place par ailleurs dans le cadre d'une instabilité sociale qui reste explosive. La situation économique de l'Espagne est la plus mauvaise de tous les grands pays capitalistes. La dévaluation préparée pour sortir d'un déficit catastrophique de la balance des paiements va provoquer une nouvelle flambée de l'inflation, à laquelle les travailleurs répondront avec un mouvement revendicatif explosif. On parle en Espagne d'un "automne chaud" qui pourrait ne pas s'éloigner fortement de ce qu'on avait vécu en Italie en 1969.

Les réformistes avaient fait l'impossible pour freiner, fragmenter, étouffer les grèves depuis le début de l'année 1977, en présentant l'échéance électorale comme décisive. Tout devait être fait pour éviter la "déstabilisation". Cet argument qui a manifestement porté sur une partie de la classe ouvrière et qui a eu pour effet d'isoler l'héroïque grève générale des 600.000 travailleurs d'Euskadi contre la flambée répressive à la veille des élections, perdra de son poids au fur et à mesure que le gouvernement Suarez deuxième version devra révéler la nature réelle de son choix de politique économique, qui ne peut être que celle de l'austérité.

Le fait même que les masses espagnoles considèrent le résultat des élections comme une victoire, que la bourgeoisie n'a pas obtenu pour son parti préféré le succès spectaculaire escompté, augmente incontestablement les aspirations des masses en faveur de changements radicaux de leur sort, tant sur le plan économique (salaires, emploi, sécurité sociale, logements, luttes anti-pollution, revendications particulières des paysans pauvres, etc.) que politique (conquête complète des libertés démocratiques), national (auto-détermination des nationalités opprimées) et social (revendications du mouvement de libération des femmes, des jeunes, des défenseurs de la liberté de création culturelle et scientifique, etc.).

La désynchronisation entre la combativité du prolétariat et son degré d'organisation — déjà constatable dans le rythme relativement lent de la syndicalisation de masse, encore freiné davantage par la passivité criminelle des directions syndicales réformistes — a incontestablement déterminé les résultats électoraux relatifs du PC et du PSOE. Si le PC reste hégémonique au sein des secteurs organisés d'avant-garde de la classe ouvrière, ces secteurs sont largement minoritaires parmi les dix millions de salariés que compte aujourd'hui l'Etat espagnol. Dans la masse des travailleurs non or-

ganisés, qui font seulement leurs premiers pas vers l'organisation et la conscience de classe, l'affluence vers le PSOE a été écrasante, tant pour des raisons historiques que pour des raisons tactiques. L'argument du "vote utile", de faire contre-poids à la formation bourgeoise principale en bloquant autour du parti ouvrier le plus fort, a joué à fond.

Reste à voir si ces rapports de forces purement électoraux se traduiront demain également sur le plan organisationnel, avant tout syndical. Pour le moment, on peut en douter, en enregistrant la composition sociale sensiblement différente des meetings de masse du PCE et du PSOE au cours de la campagne électorale. Mais rien n'est encore joué en la matière. Si la social-démocratie devait devenir la force prédominante au sein du mouvement ouvrier organisé espagnol, cela augmenterait incontestablement les marges de manœuvre de la bourgeoisie, comme l'exemple portugais l'a confirmé.

L'instabilité non surmontée, le caractère explosif des contradictions, la poursuite de la montée des luttes, rend éminemment provisoires les résultats du 15 juin. Les nouvelles Cortès ne seront qu'une étape dans le processus de liquidation de la dictature. Elles ne seront qu'une étape dans la crise de domination de la bourgeoisie de l'Etat espagnol, une étape dans la crise du mode de production capitaliste de ce pays.

Il est impossible de prédire quelles seront les étapes futures et les rythmes précis de cette crise. Mais contrairement aux premiers commentaires de la bourgeoisie européenne et américaine, qui chantèrent victoire un peu tôt, on peut dire dès maintenant que la bourgeoisie espagnole n'a pas réussi à arrêter cette crise à un palier grâce aux élections législatives du 15 juin 1977.

La classe ouvrière n'a pas réussi pour autant à avancer rapidement vers la solution de cette crise de son point de vue de classe, c'est-à-dire vers une révolution socialiste victorieuse.

Vu la nature des directions ouvrières en place, ultra-réformistes et entièrement vouées à la politique gradualiste de collaboration de classes, cette solution n'est pas en vue. Elle réclame la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. Si les résultats électoraux obtenus par l'extrême-gauche dans ces premières élections restent des plus modestes, comme il fallait s'y attendre, les succès de ses meetings, qui ont réuni au total des dizaines et des dizaines de milliers de personnes, y compris ceux du Front pour l'unité des travailleurs (FUT) auquel participait la LCR, organisation sympathisante de la IV^e Internationale, indiquent que les chances de réaliser cette construction à temps sont meilleures que jamais. Engranger les résultats de cette campagne très large et enthousiaste sur le plan du recrutement, de l'extension de l'influence ouvrière et syndicale, de la formation et de l'homogénéisation politiques, de l'accumulation de cadres, telle est la tâche immédiate des militants marxistes-révolutionnaires dans l'Etat espagnol.

L'«eurocommunisme» et l'austérité : l'exemple italien

De tous les partis "eurocommunistes", c'est le Parti communiste italien qui est allé le plus loin dans la voie de l'adaptation aux besoins conjoncturels de "sa" bourgeoisie, qui joue le rôle le plus profilé de sauveur du régime capitaliste de son pays, mortellement menacé. Un examen plus détaillé de l'orientation qu'il défend en matière de politique économique est d'autant plus importante qu'elle permet de mettre à nu les tendances inhérentes à l'ensemble de "l'eurocommunisme", mais qui ne sont pas encore pleinement développées dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale, au Japon, en Australie ou au Mexique.

Il peut fournir en outre aux militants marxistes-révolutionnaires une matière de discussion avec les militants des PC de leurs pays, pour souligner le contraste – embarrassant pour les dirigeants des PC – entre l'opposition apparemment acharnée à la politique d'austérité que développent (mais pour combien de temps encore) les PC français, espagnol, portugais, britannique, suédois, belge, et la manière brutale dont le PCI assume dorénavant cette même politique d'austérité. Pareille discussion est en même temps une mise en garde pour le mouvement ouvrier de ces pays, qui risque de se retrouver demain dans une situation analogue à celle de l'Italie si les militants syndicaux et communistes ne sont pas alertés et mobilisés à temps pour s'opposer efficacement à des tournants similaires qui se préparent dans leurs pays respectifs, si l'avant-garde révolutionnaire ne réussit pas à modifier à temps les rapports de force avec les réformistes et néoréformistes au sein du mouvement ouvrier organisé et de la classe ouvrière dans son ensemble.

Une «explication» de la crise empruntée à la bourgeoisie

On ne peut nier aux dirigeants du PCI un mérite : celui de la cohérence idéologique et politique. Leur but stratégique est parfaitement clair : éviter à tout prix un affrontement global et frontal entre le Capital et le Travail, affrontement qui, selon eux, ne peut que se terminer par une défaite du mouvement ouvrier. Le moyen tactique n'est pas moins clair : éviter que ne coïncide avec la crise économique grave que traverse actuellement le capitalisme italien une exacerbation de la lutte de classes ; appliquer à cette fin une pratique systématique de collaboration de classe à tous les niveaux. La politique économique qui en découle, c'est l'appui résolu à la politique d'austérité du gouvernement Andreotti. Mais l'ensemble de

cette politique exige pour les secteurs plus conscients et les plus avancés de la classe ouvrière, des intellectuels et étudiants, une couverture idéologique qui l'insère dans une explication structurelle de la crise et dans l'esquisse d'une issue globale à cette crise. C'est à cette tâche que s'est particulièrement consacré le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, pendant tout l'hiver 1976/77.

Ce qui frappe avant tout dans cette tentative d'établir une cohérence idéologique d'ensemble au projet politico-social du PCI, c'est l'abandon de plus en plus ouvert du marxisme, avec une rapidité qui est presque déconcertante quand on la compare avec la prudence avec laquelle les dirigeants de la social-démocratie allemande – le précédent historique qui vient immédiatement à l'esprit – opérèrent en la matière pendant la période 1914/23. On peut dire sans exagérer que l'explication de la crise économique actuelle – du moins de ses aspects conjoncturels – qu'avance Berlinguer, et qui est répétée par la plupart des dirigeants principaux du PCI, est entièrement empruntée à l'idéologie bourgeoise actuellement prédominante en Occident, et même aux courants les moins "progressistes" de cette idéologie.

Déjà dans le rapport qu'il avait prononcé devant le Comité central du PCI d'octobre 1976 (et qui a été reproduit dans l'hebdomadaire *Rinascita* du 19 octobre 1976) Berlinguer s'était borné à citer deux causes fondamentales de la crise : l'inflation et le "transfert de ressources" des pays industrialisés vers les pays du "tiers-monde" (c'est-à-dire la hausse des prix des matières premières, avant tout celle du pétrole). Dans le discours de clôture prononcé à la conférence des intellectuels convoquée par le PCI en janvier 1977, "l'explication" de la gravité de la crise est en fait ramenée au seul facteur de la modification des rapports avec le Tiers-Monde. (Ce discours, ensemble avec une allocution prononcée devant l'assemblée des ouvriers communistes de Lombardie le 30 janvier 1977 a été publiée par la maison d'édition du PCI dans un petit livre sous le titre éloquent : "L'austérité, occasion pour transformer l'Italie". Les citations proviennent de ce livre) (1). On y lit ce qui suit :

"... Nous ne devons jamais perdre de vue la signification générale de la poussée grandiose dont ces peuples (du Tiers-Monde) ont été les protagonistes : une poussée qui change la

roue de l'histoire mondiale, qui ébranle petit à petit tous les équilibres passés et présents, et pas seulement ceux relatifs aux rapports de force à l'échelle mondiale, mais encore ceux à l'intérieur des différents pays capitalistes. C'est cette poussée, ou du moins c'est principalement elle qui, agissant en profondeur, fait exploser les contradictions d'une entière phase du développement capitaliste d'après-guerre, et détermine dans différents pays des conditions de crise jamais atteintes (p. 16) (nous soulignons).

Passons sur les "conditions de crise d'une gravité jamais atteinte" : Berlinguer oublie un peu vite la crise de 1929/32, qui était autrement grave que la crise actuelle. Mais, c'est répéter les produits d'intoxication de l'idéologie bourgeoise (tout en les camouflant sous un coup de chapeau rituel à la "poussée grandiose du mouvement de libération nationale"), que d'attribuer la récession économique, ou sa gravité, principalement à la hausse du prix du pétrole. Cela relève d'un keynesianisme grossier (que Keynes lui-même aurait récusé!), jouant sur l'ignorance, et étendu à l'échelle de l'économie capitaliste internationale. La hausse du prix du pétrole aurait eu un effet déflationniste sur l'économie impérialiste (par le "transfert des ressources" pour citer le rapport de Berlinguer au CC d'octobre 1976 du PCI). D'où la récession.

Malheureusement pour les défenseurs de cette thèse, le "transfert de ressources" n'est nullement égal à la somme totale des rentrées supplémentaires des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), mais seulement à la fraction de ces rentrées retirée du circuit international des marchandises et des capitaux, c'est-à-dire thésaurisée par les pays exportateurs de pétrole. Car les ressources supplémentaires de ces pays utilisées pour l'achat de biens supplémentaires dans les pays impérialistes n'ont aucun effet de "réduction de la demande globale". Elles représentent au contraire une demande supplémentaire pour des biens exportés et donc produits par les pays impérialistes. Or, les surplus des balais ces des paiements des pays de l'OPEP en 1973, 1974 et 1975 étaient beaucoup plus bas qu'initialement prévus : 57 milliards de dollars en 73, 36 milliards en 75. Cela représente moins de 2% du Produit national brut (PNB) des pays impérialistes, en moyenne par an, et déjà moins de 1% en 75. L'incidence de la hausse des prix n'a, sans doute, pas non plus dépassé les 1,5/2%. On voit mal, dès lors, comment une récession et une inflation de la gravité que nous avons connue peut être attribuée "principalement" à ce facteur, marginal et secondaire.

Mais il y a plus : jamais les marxistes, pour ne pas parler de Marx, n'ont accepté la thèse qui explique exclusivement ou principalement les crises économiques par la baisse de la demande globale, nationalement ou internationalement. En fait, la surproduction de marchandises précède les chutes de la demande globale plutôt qu'elle n'en découle. Si les phénomènes de demande interviennent, c'est parce qu'à la veille de la crise, la demande et la consommation, tout en se développant, ne croissent pas au même rythme que la capacité de production. La surproduction et sa forme contemporaine sous le "capitalisme du 3ème âge" de capacité de production excédentaire est présente et visible, bien avant que la crise n'éclate.

Elle était visible dès le début des années 70. De cela, Berlinguer ne pipe mot. Car il est difficile d'en attribuer la responsabilité à la lutte d'émancipation des peuples dits du tiers-monde.

Pour les marxistes, une crise de surproduction n'est pas seulement une crise de surproduction de marchandises. Elle est aussi une crise de surproduction de capitaux dans le sens d'une crise d'accumulation. La baisse du taux moyen de profit autant que la capacité de production excédentaire amène les capitalistes à réduire les investissements productifs. C'est l'autre mécanisme qui déclenche la crise. Il était, lui aussi, visible dès la fin des années 60, début des années 70. A ce propos aussi, Berlinguer suit la consigne : motus et bouche cousue. Piètre "communiste" ; piètre "marxiste".

Ce n'est pas gratuitement ou pour de simples raisons de convenance salonnarde que Berlinguer jette par-dessus bord un siècle d'acquis de la théorie marxiste des crises économiques. La thèse des "ressources transférées" à l'étranger doit justifier théoriquement l'inévitabilité de l'austérité, des "sacrifices de consommation" à consentir par "tous". La lutte de classes disparaît du cœur de l'analyse. Elle est refoulée à la marge banale des "sacrifices à répartir équitablement"; lieu commun répété par d'innombrables démagogues libéraux et réformistes depuis des décennies, dans des occasions similaires.

L'abandon du marxisme est indispensable pour donner cohérence à l'abandon de la lutte de classes, à l'adoption d'un projet de sauvetage du régime capitaliste. L'idéologie de "l'intérêt général", du "sort de la nation" dont il s'agit de se préoccuper en priorité (toutes formules qui reviennent constamment dans la bouche de Berlinguer, dans les trois rapports cités), est évidemment incompatible avec la thèse éculée du vieux barbu du XIX^e siècle, selon laquelle il y a, au sein de chaque pays capitaliste, une opposition d'intérêts irréconciliables entre le Capital et le Travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Et puisque pour des raisons stratégiques et tactiques l'idéologie de "l'intérêt général" doit l'emporter, le marxisme est jeté à la poubelle.

La transition entre un marxisme encore formellement proclamé il n'y a guère longtemps, et son abandon ouvert, a été si rapide qu'elle risque d'induire en erreur les militants et même les cadres les plus suivistes. Il faut donc camoufler l'opération et effacer les traces. La tâche ingrate a été attribuée à un membre de la commission économique du PCI, Sergio Zangiolami. Dans un livre hâtivement confectionné, il réussit ce tour de force d'exposer dans une première partie, fût-ce de manière assez sommaire, la théorie marxiste des crises, de développer dans une deuxième partie l'analyse de la crise actuelle et de la manière d'en sortir avancée par la direction du PCI, et de supprimer tout lien entre la "théorie générale" et l'"analyse spécifique". La chute du taux de profit, qui joue un rôle central dans la "théorie générale", n'est même pas mentionnée dans l'analyse de la crise actuelle ! (2)

La fonction historique de la crise et de l'austérité

Si la crise économique résulte, en dernière analyse, de la baisse du taux moyen de profit, elle constitue en même temps le mécanisme par lequel le mode de production capitaliste prépare le redémarrage du train de l'accumulation, c'est-à-dire la remontée du taux moyen de profit. La crise a pour fonction objective de dévaloriser, de diminuer la valeur globale du capital (les entreprises les plus faibles sont éliminées) et par conséquent d'augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Cette remontée de la masse et du taux de profit, on peut d'ailleurs la constater à présent dans des pays impérialistes (3).

Or, autre fait significatif : dans les cent pages de rapports de Berlinguer auxquelles nous nous référons, le profit n'est cité qu'une seule fois (à la p.59 du livre), et ce dans un sens entièrement positif : "Nous affirmons... que le marché, l'entreprise, le profit, peuvent et doivent maintenir une fonction même dans le cadre d'une économie qui se développe sous une volonté publique démocratique (sic) et qui est orientée par elle". C'est tout. C'est plus maigre qu'une souris d'église.

Puisque Berlinguer a jeté par-dessus bord et la doctrine marxiste des crises et la doctrine marxiste de la lutte des classes, il doit occulter l'évidence, à savoir que la fonction principale de la politique d'austérité est de modifier la répartition du revenu national aux dépens des salariés et à l'avantage de la bourgeoisie. Sans cette modification, aucune récupération du taux de profit, aucun relance des investissements productifs et aucune reprise économique durable n'est possible en régime capitaliste. Les Helmut Schmidt et autres sociaux-démocrates droitiers et agressifs ont au moins le mérite de la franchise. Ils le proclameront sur tous les toits : "Les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain". Mais comme Berlinguer est confronté avec une des classes ouvrières les plus combattives et les plus radicalisées du monde, il ne peut le dire aussi crûment. Il est donc obligé d'ajouter au péché mortel de trahison des intérêts de classe du prolétariat, le péché véniel de l'hypocrisie et de la mystification (comme le firent les sociaux-démocrates allemands des années 1918/23).

Voilà pourquoi l'acceptation de la politique d'austérité, c'est-à-dire de relance des profits capitalistes, est insérée dans une phraséologie opaque concernant la "programmation économique". Nous reviendrons à la fonction réelle de cette "programmation", qui n'est pas pur verbiage, loin s'en faut, dans la réalité du capitalisme italien aujourd'hui. Mais avant d'examiner sa fonction économique, dévoilons sa fonction mystificatrice.

Berlinguer présente les choses comme si pareille programmation pourrait impulser une hausse considérable de la consommation publique (transports en commun, logements, santé, enseignement, culture, etc.), une modernisation sur grande échelle de l'agriculture de l'Italie méridionale, une résorption du chômage des jeunes, particulièrement dramatique (4), un développement spectaculaire de la recherche scientifique, etc. etc. (*Rinascità*, 19.10.76). De deux choses l'une : ou

bien le "transfert de ressources" (pour reprendre la terminologie de Berlinguer) nécessaire pour financer tous ces projets gigantesques s'opère essentiellement aux frais de la plus-value ; dans ce cas, il se traduira par une nouvelle baisse du taux de profit et donc par une "grève des investissements" encore plus massive que celle qui s'est réalisée pendant et au lendemain de la récession. Ou bien il s'opère essentiellement aux frais des dépenses de consommation et dans ce cas il implique une réduction draconienne des salaires réels, que la classe ouvrière n'acceptera guère, même si le PC l'y appelle, aussi longtemps qu'elle conserve l'essentiel de ses organisations et des libertés démocratiques. Dans les deux cas, le "projet" du PC aboutit à un véritable désastre pour le prolétariat.

Mais l'éventualité la plus probable, celle qui correspond à l'expérience réelle de la "programmation économique" de tous les pays impérialistes des dernières décennies (celle de la France, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne notamment), c'est que la réalité de la propriété privée des moyens de production, du droit et du pouvoir des capitalistes de disposer des machines et de la force de travail, limite à l'extrême toute incidence et toute efficacité de la "programmation économique". L'essentiel des plans grandioses reste sur le papier. En pratique n'est réalisé que ce qui est conforme à l'intérêt du grand capital, ce qui "arrondit" et complète ses propres projets d'investissements et en améliore (directement ou indirectement) la rentabilité. C'est le seul moyen d'éviter, répétons-le, en régime capitaliste, que le "secteur privé" ne défasse systématiquement ce que le "secteur public" entame laborieusement (et lentement et bureaucratiquement.) Car c'est un "secteur public" administré par un Etat bourgeois. Le PC se garde bien de réclamer la gestion ouvrière des entreprises nationalisées). En régime capitaliste, pour des raisons structurelles, toute "programmation économique" ne peut être que supplétive à l'activité des entreprises privées, avant tout des trusts et des monopoles. Faire miroiter le contraire aux travailleurs, c'est les tromper délibérément. C'est faire croire que la prétendue "économie mixte" pourrait s'émanciper par on ne sait quel miracle des impératifs du profit et de la concurrence, c'est-à-dire qu'elle serait structurellement différente de l'économie capitaliste, qu'elle évoluerait sous l'emprise d'autres lois de développement que celles du mode de production capitaliste. Il s'agit d'une illusion grossière, cent fois démentie par l'histoire (5).

Le contenu réel de la politique économique du PCI

Est-ce à dire que la "programmation économique" est un simple leurre ? On comprendrait mal, dans ces conditions, pourquoi elle a été introduite successivement dans un pays impérialiste après l'autre. On comprendrait mal aussi le sens de la double offre que fait aujourd'hui la direction du PCI à la bourgeoisie de son pays.

Il y a, dans les discours de Berlinguer, une dénonciation vigoureuse, qui quelquefois prend même des accents pathétiques. Mais ce n'est pas une dénonciation du mode de production capitaliste. Ce n'est pas une dénonciation du profit de la firme individuelle en tant que moteur du développement économique. Ce n'est pas une dénonciation du modèle d'accumula-

tion capitaliste. Non, c'est une dénonciation du modèle de consommation des années 50 et 60, fondé sur l'acquisition de biens de consommation durables, symbolisés par l'automobile privée. Et cette dénonciation est combinée avec celle de tout ce qui est archaïque, arriéré, sous-développé dans le capitalisme italien :

"L'austérité, selon le contenu qu'elle a et les forces qui en gouvernent l'application, peut être utilisée soit comme instrument de dépression économique, de répression politique, de perpétuation des injustices sociales, soit comme occasion d'un développement économique et social nouveau, d'un assainissement rigoureux de l'Etat, d'une profonde transformation de l'assiette de la société, de la défense et de l'expansion de la démocratie..." (Berlinguer, op.cit.pp.14/15).

Et encore plus clair :

"En fait, il me semble évident que ces objectifs contribueront à configurer une assiette sociale et une politique économique et financière organiquement dirigées contre les gaspillages, les privilèges, les parasitismes, la dissipation des ressources : ils réaliseront donc ce qui doit constituer l'essence de ce qui est, par nature et définition, une véritable politique d'austérité. Mieux, on pourrait observer que souvent, dans les sociétés décadentes, se sont combinées, se combinent et se combineront l'injustice et la gabegie, tandis que dans les sociétés en en montée, la justice et la parsimonie (!) s'accompagnent l'une l'autre (op.cit.p.27)."

Pour quiconque aurait un dernier scrupule à dresser le réquisitoire sévère contre Berlinguer, qui est le nôtre, et qui verrait se profiler, fût-ce de manière obscure et pour ainsi dire perverse, un projet socialiste, un projet de renversement du capitalisme, derrière des formules vagues comme "transformation de l'assiette de la société" ou "développement social nouveau", Berlinguer lui-même ne rate pas une occasion pour mettre les points sur les i : il s'agit en effet de tranquilliser la bourgeoisie, sans laisser planer aucune ambiguïté !

Voilà ce qu'il affirme dans son rapport à la conférence des intellectuels :

"Notre initiative n'est pas un acte de propagande ou d'exhibition de notre parti. Elle veut être un acte de confiance ; elle veut être, encore une fois, un acte d'unité, c'est-à-dire une contribution qui sollicite celle des autres partis pour permettre un travail et appeler à des engagements communs, qui impliqueront toutes les forces démocratiques et populaires (ce qui inclut, pour la direction du PCI, la démocratie-chrétienne, principal parti de la bourgeoisie italienne ! E.M.) Egalement à cause de son caractère et de son intention unitaires, notre projet ne veut être et ne peut être, je crois, un programme de transition vers une société socialiste ; plus modestement, et concrètement, il doit proposer de tracer un développement de l'économie et de la société dont les caractéristiques et formes nouvelles de fonctionnement peuvent obtenir l'adhésion et le consensus de tous ces Italiens également qui n'ont pas de convictions communistes ou socialistes, mais qui sont de manière aiguë conscients de la nécessité de se libérer et de libérer la nation des injustices, des distorsions, des absurdités, des lacerations vers lesquelles nous fait dériver dorénavant l'actuelle assiette de la société." (op.cit.pp.24/25).

C'est clair et c'est net. "Nous ne voulons pas de transition immédiate vers le socialisme. Nos propositions ne visent pas une telle transition." Mais comme il n'y a pas de société qui puisse être à la fois capitaliste et non-capitaliste, comme "l'économie mixte" est un conte de fée, ce que "nous" proposons dès lors (sans le dire de manière telle que les ouvriers que "nous" devons tromper le comprennent clairement ; mais la bourgeoisie, avec son expérience politique infiniment supérieure, l'a évidemment compris !) c'est de substituer à un capitalisme "irrationnel", archaïque, absurde, dans lequel une bonne partie de la plus-value est gaspillée par le "clientélisme" et le "parasitisme" chers à la démocratie chrétienne, un capitalisme modernisé, rationalisé, compétitif, expansionniste et dynamique. C'est seulement dans le cadre d'un tel capitalisme "rationalisé" que le mouvement ouvrier pourra consolider et étendre ses conquêtes, que le niveau de vie des travailleurs pourra de nouveau augmenter après une phase de "sacrifices inévitables" ("équitablement répartis", ajoutez-on du bout des lèvres). C'est encore une fois une reprise pure et simple du projet classique social-démocrate, formulé par le dirigeant syndicaliste allemand Tarnow pendant la grande crise de 1929/32 : être le médecin au chevet du capitalisme malade, car si le malade ne se rétablit pas, le gâteau ne croîtra guère et les miettes pour les travailleurs se réduiront...

Cette politique économique proposée par le PCI à la bourgeoisie est-elle crédible, a-t-elle une chance de succès ? Oui et non. Sans aucun doute, les grands monopoles italiens ne seraient pas hostiles à se débarrasser, sous l'effet de la politique d'austérité et avec la participation active des syndicats et du PC (c'est-à-dire en utilisant leur pression), de nombreux éléments de gaspillage et de gabegie que le capitalisme italien traîne depuis l'unification du pays (en raison de la façon historiquement particulière selon laquelle elle s'est réalisée) et depuis la période du fascisme. Le règne de la démocratie chrétienne n'a guère éliminé ces éléments, malgré vingt années d'expansion économique. Rien dans tout cela n'est incompatible avec la production, la réalisation et l'accumulation de la plus-value, qui sont la nature et la raison d'être du capitalisme. Dans un contexte économique et social favorable, ce serait un projet qui arracherait même une approbation globale du Grand Capital (à l'exception de secteurs archaïques et parasitaires) comparable à celle qui salua en France le dessein, somme toute analogue, que de Gaulle développa dans sa Vème République.

Seulement voilà : le projet du PCI vient vingt ans trop tard. Il présuppose une possibilité d'expansion économique vigoureuse du capitalisme italien, surtout sur le marché mondial. Or, l'éventualité la plus probable est au contraire celle d'un ralentissement durable du taux d'expansion du commerce mondial et d'une exacerbation de la concurrence internationale dans laquelle - comme le reconnaissent les porte-parole du PCI - le capitalisme italien est fortement desservi structurellement, comme résultat de son passé. Dans la meilleure des hypothèses, il faudrait un énorme effort d'investissements pendant toute une période rien que pour compenser ce retard et faire du sur-place. Conquérir une part qualitativement supérieure du marché mondial par rapport à sa part actuelle semble une utopie totale (à laquelle d'ailleurs les capitalistes italiens eux-mêmes ne croient guère).

La perspective de "modernisation" et de "rationalisation" débouche par conséquent sur celle d'une réduction durable et à long terme de la part de la consommation dans un revenu national qui ne peut plus croître que lentement. Elle débouche donc soit sur une tension et une crise sociale grave de plus longue durée, soit sur une défaite et une démoralisation de la classe ouvrière, ramenant l'ensemble du mouvement ouvrier à un niveau beaucoup plus bas. Dans les deux éventualités, il y a échec du projet politique du PCI.

Mais précisément parce que le projet de modernisation du capitalisme italien s'insère dans un contexte international précis, il comporte une autre dimension qui perce à peine dans les analyses du PCI. Vu l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste, vu la distorsion totale entre l'aire d'opération des grands monopoles expansionnistes et rentables d'une part (dont la FIAT ou la Pirelli sont les prototypes en Italie) et des sociétés publiques ou mixtes condamnées à survivre à coups de subsides publics répétés et croissants d'autre part, l'activité, l'orientation et les intérêts des "multinationales" d'origine italienne auront tendance à dépasser de plus en plus hors les frontières nationales. Il en découle une tendance croissante à l'interpénétration internationale des capitaux, soit par fusions, soit par absorptions : FIAT-Allis Chalmers, et Pirelli-Dunlop sont des exemples du genre (6). Il en découlera également une incapacité de plus en plus forte de toute "programmation économique nationale" capitaliste - c'est-à-dire qui respecte la propriété privée, l'impératif du profit et les lois du marché - à avoir prise sur de tels monopoles, sur l'ampleur, l'orientation et la localisation de leurs investissements.

Les dirigeants du PCI le sentent obscurément (sans en tirer aucune conclusion stratégique ou tactique). Dans le programme électoral du PCI en 1976, nous lisons sous le chapitre "Comment sortir de la crise économique" :

"Notre choix reste celui de l'acceptation d'un régime de marché ouvert, c'est-à-dire d'un régime de concurrence ouverte dans le domaine international... Mais il n'y a pas de contraste entre une option antiprotectionniste et l'adoption d'une politique d'investissements qui vise à augmenter, à des prix compétitifs, la production italienne de biens agricoles et industriels qui ont été importés en quantités et à des prix croissants, au cours des dernières années... Il faut appliquer une politique d'investissements qui fait entrer l'Italie dans des secteurs productifs plus qualifiés du point de vue technologique, à renforcer et renouveler la capacité d'exportation..." (Unità du 16 mai 1976).

Mais comme toutes les puissances impérialistes cherchent à réduire les importations et à accroître les exportations, quel en sera le résultat global ? La cause n'est-elle pas entendue d'avance pour l'Italie (toujours en supposant qu'il n'y ait pas une défaite écrasante de la classe ouvrière) ? Il faut donc faire un pas de plus. Et cela donne la pauvre "solution" que voici, formulée par le dirigeant des syndicats CGIL, Luciano Lama, un des principaux dirigeants du PCI lui-même :

"...il est clair que l'interdépendance de la politique économique des différents pays est de plus en plus grande dans le temps... J'exclus néanmoins a priori que de notre part, nous puissions arriver ou nous rapprocher du plein emploi en appli-

quant une politique d'autarcie... Il faut au contraire opérer à l'intérieur des regroupements internationaux, y compris sur le plan économique, afin d'induire (!) les pays d'Europe occidentale et du monde capitaliste avancé à comprendre que c'est dans l'intérêt de tous (!) de résoudre le problème de l'emploi en Italie..." (7).

Peut-on tomber plus bas dans la banalité et dans la diffusion d'illusions stupides au sein de la classe ouvrière ? On commence par admettre que la crise est exceptionnellement grave. On poursuit en soulignant la violence de la concurrence capitaliste. On reconnaît que dans cette crise, il y a désavantage prononcé pour les capitalistes italiens. On reconnaît que ceux-ci, pour "relancer" la production, cherchent à réduire les "coûts de travail". Le chômage n'a-t-il pas la fonction essentielle d'arriver à cette fin (8) ? Mais on conclut en se fiant à la générosité des capitalistes étrangers qui abandonneront sans doute volontairement une part de marché afin d'aider cette chère Italie à "résoudre le problème de l'emploi". Alors que dans la jungle capitaliste, le comportement normal de la bourgeoisie a toujours été celui de chercher en temps de crise à exporter le chômage chez le voisin et le concurrent (ce que les capitalistes suisses, allemands, du Benelux, ont appliqué cette fois-ci encore, en renvoyant les travailleurs immigrés italiens dans leur pays d'origine) Lama fait semblant de croire que les rapaces, cette fois-ci, accepteront d'augmenter en temps de crise le chômage dans leurs propres pays pour les beaux yeux d'Enrico Berlinguer. Et cette "analyse" ridicule est présentée gravement comme une sagesse "communiste"...

"Le nouveau modèle de consommation"

La pièce maîtresse de l'apologie faite par Berlinguer de la politique d'austérité réclamée par le Grand Capital, c'est un plaidoyer pour un "nouveau modèle de consommation" : substituer des dépenses de consommation publique à des dépenses de consommation privée. D'une manière assez démagogique, la direction du PCI cherche à "récupérer" ainsi, en passant, certains des thèmes de la "contestat[i]on" intellectuelle des années 60. Et le tout est présenté sans pudeur par Berlinguer comme le développement d'"éléments du socialisme" au sein de la société capitaliste (rapport au CC d'octobre 1976. *Rinascita* du 19 octobre 76). Encore une fois, il s'agit d'un écho à peine déformant des thèses social-démocrates classiques sur le "socialisme municipal" et le "salaire politique".

Une première contradiction est immédiatement apparente et dévoile le caractère grossièrement mystificateur de tout projet : parmi les postes à réduire de la consommation individuelle ("aliénante" paraît-il) s'incorpore la... viande bovine, parce que l'Italie en importe trop et cela pèse sur la balance des paiements ! Comme en régime d'économie monétaire et de propriété capitaliste, le seul mécanisme médiatisant la consommation est l'achat, le seul moyen de "réduire la consommation", c'est d'augmenter les prix. Mais en augmentant les prix, on ne réduit que la consommation des gens à revenus modestes. Toute la tirade grandiloquente sur le "modèle de consommation" aboutirait donc à enlever le bifteck à l'ouvrier, sans empêcher que les bourgeois ne s'empifrent (qu'on ne parle

pas de "rationnement équitable" qui, dans un pays comme l'Italie, déboucherait inévitablement sur le trafic de marché noir, qui frapperait exactement de la même manière les travailleurs et les pauvres, tout en favorisant marchands et capitalistes). Et des "syndicalistes" défendant de telles injustices ont le toupet d'accuser de "corporatisme" les travailleurs qui essaient de se défendre contre de pareilles exactions ! Le cynisme ne connaît décidément pas de bornes.

Autre contradiction frappante : le développement de la "consommation publique" présuppose une expansion évidente des dépenses publiques. Or, Berlinguer reprend la thèse répandue par la bourgeoisie selon laquelle les dépenses publiques sont "excessives" en Italie (9), selon laquelle "la politique d'austérité" devrait également s'appliquer au secteur public" (op. cit. pp. 41/42). Comment réussir cette gageure de réduire et d'augmenter simultanément les dépenses publiques ?

Les économistes du PCI répondent, gênés, qu'il faut les "rationaliser", c'est-à-dire substituer aux dépenses publiques de "gaspillage" (parmi lesquelles ils se gardent bien de classer les dépenses militaires, puisqu'ils sont maintenant fidèles aux "engagements internationaux" de l'Italie, c'est-à-dire à l'OTAN), des dépenses publiques "qui stimulent directement ou indirectement le développement économique". Mais il ne s'agit que d'un subterfuge qui esquive la question clé : l'ensemble du programme économique implique-t-il un accroissement ou une réduction de la part du budget dans le PNB ? Aucune personne de bonne foi ne pourra nier qu'il implique un accroissement, et même un accroissement considérable ! La bourgeoisie est-elle prête à l'accepter et à payer pour cet accroissement ? Comment l'y obliger ? Va-t-on imposer l'essentiel de ce poids énorme à la classe ouvrière (qui paie déjà plus de 60% des impôts directs en Italie) ? L'acceptera-t-elle et quelles en seraient les conséquences désastreuses sur son niveau de vie ? "L'analyse communiste" ne se risque pas à soulever ces problèmes, sans parler de les résoudre.

Mais tout programme est doublement vicié à la base. Historiquement, le développement des services publics dont profitent avant tout les travailleurs est toujours lié, en société bourgeoise, à des périodes d'expansion rapide de la production, des revenus et des profits capitalistes. Voilà un cadre contraignant insurmontable. La bourgeoisie a intérêt à faire de telles concessions pour accentuer le poids des rentistes au sein de la classe ouvrière. En outre, les "retombées indirectes" de telles concessions lui profitent généralement plus que les simples augmentations de salaire direct. Elle ne peut cependant les faire que lorsque la conjoncture est bonne. Espérer de telles augmentations des services sociaux dans un climat de crise économique et de baisse du taux de profit, c'est croire au Père Noël. Les seules dépenses publiques que la bourgeoisie cherche à développer à fond dans un tel climat, ce sont les subsides directs et indirects aux entreprises capitalistes, la "garantie étatique du profit capitaliste", avant tout celui des monopoles. Cela ne stimule guère un "autre modèle de consommation".

Certes, même en période de ralentissement de croissance capitaliste, les travailleurs peuvent arracher par des luttes directes vigoureuses de nouvelles conquêtes sociales (combien de

temps ils les conserveront, s'ils ne poussent pas la lutte jusqu'au renversement du capitalisme, c'est une autre question). La grève générale de 1936 conquiert les congés payés pour tous en France, exemple s'il en est d'un "changement de modèle de consommation". Mais il fallait justement une grève générale, et la peur de la révolution qu'elle créa chez la bourgeoisie, pour arracher cette conquête. Même la réforme la plus importante du mouvement ouvrier international des années 30 apparaît ainsi comme un sous-produit d'une lutte de masse à portée objectivement révolutionnaire. Le PCI brise et étouffe les tentatives de grève généralisée aujourd'hui en Italie. Il ne veut guère arracher des réformes sous la menace de la révolution. Il veut négocier avec le patronat sous le signe de "l'intérêt commun". Gageons qu'il n'engendrera guère sur cette voie les réformes de "consommation socialiste" qu'il fait miroiter aux naïfs.

La pire contradiction de cette politique, c'est qu'elle saisis d'une part que le "modèle de consommation" des années 50 et 60 correspond évidemment à la logique capitaliste (Berlinguer, op. cit. p. 26), qui est la logique de la production et de la vente massive de marchandises, de la poussée universelle de l'enrichissement privé, mais qu'elle propose d'autre part froidement de changer de "modèle de consommation" sans sortir du régime capitaliste. Dans sa dynamique fondamentale, le "modèle de consommation" des services publics, prôné par Berlinguer, est fondé sur la logique de la satisfaction des besoins. Même un Galbraith avait compris que pour cette raison, il ne peut être que marginal en régime capitaliste. Berlinguer croit-il sérieusement qu'une économie fondée sur le profit peut s'intégrer comme secteur essentiel une économie qui nie fondamentalement le profit ? Le mystère catholique de la transsubstantiation n'est rien en comparaison avec ce mystère-là...

Un bilan provisoire

Lorsqu'on élimine tout le verbiage, et dissipe tous les rideaux de fumée, il reste une chose essentielle et immédiate : les dirigeants du PCI ont glissé subrepticement vers une thèse qui accepte celle du patronat, à savoir que la hausse des salaires est une des causes essentielles de l'inflation, que la lutte contre l'inflation est prioritaire, et qu'elle exige donc une politique des revenus qui fait baisser les salaires réels en ne les adaptant plus à la hausse vertigineuse du coût de la vie. Voilà le contenu sans fard de la politique d'austérité.

En octobre 1976, Luciano Lama récusait encore cette thèse de manière "énergique", tout en défendant l'idée que les augmentations "automatiques" des salaires (non l'échelle mobile, mais les augmentations d'ancienneté, les pensions extra-légales, etc.) seraient contraires aux intérêts du mouvement ouvrier (op. cit. pp. 83/90). Mais Berlinguer est beaucoup plus brutal. Parlant devant les ouvriers communistes de Lombardie, il commence par dire que l'accroissement du coût du travail n'est pas la seule (!) cause de l'inflation (p. 41). Et puis il poursuit en dévoilant ses batteries :

"Nous disons, somme toute, que le problème de la dynamique des coûts du travail, comparée à celle des autres pays européens, doit être prise en considération et affrontée (!), mais que cela doit être fait dans un cadre de jugement plus vaste et qui correspond mieux à la réalité." (op. cit. p. 42).

Et quand il s'agit de résumer l'action du PC, Berlinguer est encore plus clair: "Quel est le fait le plus significatif, sous le profil politique et de classe, de la crise présente? C'est le fait que le monde capitaliste, et avec lui le vieux personnel politique qui occupe encore des (!) positions de pouvoir, se voit obligé de se tourner vers nous, vers la classe ouvrière vers les travailleurs et vers les communistes, comme vers une force qui est devenue aujourd'hui indispensable pour remettre les choses en place, pour faire fonctionner la machine de l'économie et celle de l'Etat, pour rendre efficacité à tout le système social italien... Il y a là quelque chose de vraiment nouveau du point de vue historique qui est ainsi mis en lumière: les vieilles classes dominantes et le vieux personnel politique ne sont dorénavant plus en mesure d'imposer des sacrifices à la classe ouvrière; les sacrifices, aujourd'hui, ils doivent nous prier de les faire, et ils nous prient de les faire..." (op.cit. p. 52).

Voilà qui a, du moins, l'avantage de la franchise: le Capital n'est plus capable d'imposer aux travailleurs une réduction des salaires. Il doit "prier" le PC et les directions syndicales de les lui accorder. Et les bureaucrates du PC de s'exécuter, sans réticences ni arrière-pensée: "Mais au nom de quoi les vieux groupes dominants nous demandent-ils de l'aide? Ils ne disent certainement pas qu'ils nous le demandent pour sauver le capitalisme, pour conserver leurs privilèges de classe. Ils disent que les sacrifices des travailleurs servent à réaliser trois objectifs d'intérêt général: assainir l'économie nationale, accentuer la reprise de la production, maintenir et élargir l'emploi. Quelle réponse devons-nous donner à ces trois objectifs? Nous n'avons pas de doute: nous leur répondrons trois fois "oui", mais nous devons tout de suite ajouter autre chose" (op. cit. p. 53).

En d'autres termes: les capitalistes, intelligents, cherchant à faciliter la trahison des intérêts des travailleurs par les réformistes, ne présentent pas le sauvetage du régime capitaliste comme sauvetage du régime capitaliste, mais comme "sauvetage de l'économie nationale". Berlinguer naïf, se laisse prendre au jeu.

Le capitalisme? "Nous ne sommes pas des traîtres; nous ne le sauverons pas!". Mais l'économie nationale? "Ça c'est une autre chose. Si vous vous adressez aux sentiments nobles, si la patrie est en danger, alors nous répondons: "présents!". Mais le naïf le proclame sur tous les toits: bête et fier de l'être! Peut-être n'est-il pas si naïf que ça. Il faut exactement cette dose de naïveté, de cynisme et de désinvolture pour avoir une chance de faire avaler la pilule aux travailleurs, et espérer en même temps obtenir la reconnaissance du patronat.

Mais notre faux naïf se donne par moment aussi des airs de matamore: "Retenez-moi, sinon je fais un malheur":

"Si on prétend rejoindre ces objectifs tout en maintenant le système social italien tel qu'il est, avec ses structures économiques et ses idées de base, alors on ne marche plus... Pour rejoindre ces trois objectifs d'intérêt général, il n'y a aujourd'hui qu'une seule voie: il faut sortir, ne fût-ce que graduellement (sic) des mécanismes et des valeurs qui ont présidé au développement italien de ces vingt-cinq dernières années...

et il faut introduire dans la société et dans l'économie italiennes au moins quelques-uns (re-sic) des objectifs, des valeurs et des méthodes qui sont propre à l'idéal (!) socialiste" (op. cit. p. 53-54).

La bourgeoisie aura eu chaud pendant 11 secondes, le temps d'arriver au bord du paragraphe: Sauver le capitalisme? Jamais! Sauver l'économie "nationale" bien que capitaliste? Evidemment. Mais pas sous n'importe quel prétexte ni n'importe quelle couverture idéologique. Nous ne sauverons l'économie capitaliste que si vous nous permettez de le faire sous la couverture de l'introduction - graduelle, s'entend, très graduelle - au sein de cette économie, de "valeurs" empruntées à "l'idéal socialiste": programmation, services publics étendus, rationalité plus grande, etc. Le capitalisme "assaini" et modernisé grâce à l'emprunt de "valeurs socialistes", ce n'est pas une synthèse tellement fautive de ce qui s'est passé effectivement au cours des dernières décennies. C'est somme toute la même définition que Karl Marx donna de la société par actions: dépasser la propriété privée dans le cadre de la propriété privée; dépasser le capitalisme dans le cadre du mode de production capitaliste.

Mais quel est le bilan de l'opération, si l'on descend du ciel où planent les grandes valeurs spirituelles vers notre misérable terre pénétrée d'égoïsmes privés et d'intérêts de classe? D'après les statistiques officielles, qui ne reflètent pas toute la vérité, le coût de la vie augmente de 1,4% en janvier, de 2,3% en février, de 1,5% en mars, de 1,1% en avril, soit cumulativement de quelque 6,4% en quatre mois (au rythme annuel, cela nous donnera presque 20% d'augmentation). Mais l'échelle mobile des salaires ne donne aux travailleurs en mai qu'un ajustement de 6 points, soit de quelque 3% au maximum (14.334 L. par mois pour les salaires inférieurs à 6 millions de lires par an) pour compenser trois mois de hausse du coût de la vie. Et les salariés qui touchent de 6 à 8 millions de lires par an, ne reçoivent comptant que la moitié de cette somme, soit moins de 2% pour certains d'entre eux. Il y a donc effectivement eu un début de baisse des salaires réels.

Cela succède à un premier trimestre qui a vu la masse salariale augmenter de 30% par rapport au premier trimestre 1976 ce qui, compte tenu de la reprise de la production et de l'augmentation des heures de travail effectuées (+10%) correspond sans doute à un maintien ou même à une légère augmentation des salaires réels.

Les sacrifices ont donc été accordés. Les "vieilles structures capitalistes" ont-elles pour autant disparu? Et l'emploi, le gros argument qui justifie au fond les sacrifices aux yeux des travailleurs les moins conscients? L'emploi a reculé de 1,1% par rapport au premier trimestre 1976, malgré une augmentation de la production de 10,9% (Neue Zürcher Zeitung, 24 mai 1977). Erosion du pouvoir d'achat des salaires + pertes d'emploi = accroissement prononcé de la productivité, c'est-à-dire de la plus-value relative, c'est-à-dire des profits.

Voilà le bilan. Est-ce un bilan de "valeurs empruntées à l'idéal socialiste"? Ou est-ce un bilan classiquement, grossièrement et entièrement capitaliste?

En période de crise économique grave, le mouvement ouvrier ne peut se résigner à une bataille purement défensive de protection des salaires réels : voilà le noyau rationnel des thèses de Berlinguer et de Lama. Si le chômage s'étend et se stabilise, les salaires finiront par céder. La classe ouvrière et le mouvement ouvrier affaiblis par la division entre ceux qui sont prêts à abandonner une part de leur pouvoir d'achat pour conserver l'emploi et des chômeurs de plus en plus désespérés prêts à lâcher le syndicat et la solidarité de classe pour obtenir coûte que coûte un emploi. Il faut donc une réponse ouvrière d'ensemble à la crise.

Les éléments essentiels d'une telle réponse doivent combiner l'exigence de maintenir et de renforcer l'échelle mobile des salaires pour défendre le pouvoir d'achat avec des revendications visant la réalisation du plein emploi : réduction radicale de la semaine de travail (35 heures tout de suite); répartition du travail entre tous les travailleurs (l'échelle mobile des heures de travail) sans réduction du salaire hebdomadaire; confiscation des entreprises fermées et leur remise au travail sous contrôle ouvrier; nationalisation sans indemnité ni rachat, et sous contrôle ouvrier, des industries de base; élaboration, par les organisations ouvrières, d'un plan de développement économique axé sur la satisfaction des besoins des masses; création d'entreprises publiques modernes dans ce cadre-là; centralisation de tout le système de crédit dans une seule banque publique, gérée sous contrôle ouvrier; contrôle ouvrier sur la production et les investissements; suppression du secret commercial et du secret bancaire; établissement immédiat d'un cadastre des fortunes pour combattre l'évasion des capitaux et la fraude fiscale; un gouvernement ouvrier rompant avec la bourgeoisie et l'Etat bourgeois.

Un tel programme ne peut jamais faire l'objet d'une entente avec la démocratie chrétienne ou des ailes de la bourgeoisie. C'est un programme anti-capitaliste de confrontation et non de conciliation entre les classes. C'est un programme qui ne débouche pas sur la démobilisation de la classe ouvrière, le freinage et le morcellement des luttes; il réclame au contraire pour sa réalisation, une mobilisation générale de la classe ouvrière et de toutes les masses laborieuses, ainsi que leur initiative et leur auto-organisation de plus en plus avancées.

Les rapports de force sont-ils mûrs pour la réalisation d'un tel programme en Italie ? C'est ici que l'argumentation de Berlinguer-Lama touche à sa suprême contradiction. Ils nous traquent l'image d'une économie et d'une société bourgeoise décadente, mortellement malades. Ils affirment par ailleurs que la classe ouvrière est devenue si forte et si unie qu'elle peut être, dès aujourd'hui, la force déterminante de la société italienne. (Berlinguer, op. cit. p. 52). Pourquoi, dès lors, ne pourrait-elle pas imposer sa solution de classe anti-capitaliste à la crise, qui va dans le sens que nous venons d'indiquer ? Et si elle le peut objectivement, pourquoi les Berlinguer-Lama refusent-ils de l'engager dans cette voie ? Peut-être parce qu'ils ont choisi délibérément de sauver le capitalisme, pour les raisons de choix stratégiques qui sont à la source de l' "eurocommunisme" ?

Tout cela est-il vraiment si neuf que ça, comme le prétend Berlinguer ? Ce faux naïf est un faux innovateur. Il ne fait que répéter ce que pratiquèrent déjà la social-démocratie allemande en 1918-19, le PCF et le PCI en 1944-47.

A cette époque, le capitalisme était bien trop faible pour imposer des sacrifices aux travailleurs. Les réformistes s'en chargèrent. Ils n'ont guère récolté de récompense pour ces services rendus, mais plutôt le coup de pied de l'âne. Les choses se passeront encore de la même façon si les travailleurs n'empêchent pas Berlinguer de sortir la bourgeoisie de la mauvaise passe dans laquelle elle se trouve.

14 juin 1977.

NOTES

- 1) Enrico Berlinguer : "Austerità, occasione per trasformare l'Italia"; Editori Riuniti, Roma, 1977.
- 2) Sergio Zangirolami : "Economia politica marxista e crisi attuale", Roma, Editori Riuniti, avril 1977.
- 3) Citons un seul exemple : celui de l'Australie. En 1976, les profits capitalistes y ont augmenté de 33%, les salaires de 11,6%, le coût de la vie de 15%. Comme résultat de cette baisse des salaires réels, la part des profits dans le revenu national a atteint le niveau le plus élevé depuis 1970.
- 4) Selon le *Mondo Economico* de Milan (28.2.1976), 62% des chômeurs italiens au printemps 1975 étaient âgés de moins de 25 ans. De ces 775.000 jeunes chômeurs, 620.000 n'avaient jamais encore occupé d'emploi.
- 5) Les dirigeants du PCI soulignent volontiers l'échec lamentable de la "programmation économique" jusqu'ici appliquée en Italie même. Le "programme" 1965-1970 prévoyait un accroissement de l'emploi de 800.000 unités; il y eut réduction de 172.000 unités. Il prévoyait une réduction de 22% à 15% de la différence entre la valeur ajoutée par habitant et celle des habitants du Midi; cette différence augmenta de 22 à 24%. Etc. (Sergio Zangirolami, op. cit. p. 92). Mais au lieu d'expliquer cet échec par les contradictions inhérentes et à la nature même d'une "programmation" capitaliste qui ne peut se soustraire aux impératifs du profit, de la concurrence, de l'enrichissement privé et de la propriété privée, ils l'attribuent aux "faiblesses" et à l'"inefficacité" des gouvernements de "centre-gauche".
- 6) La part du chiffre d'affaires de la FIAT réalisée à l'étranger qui était encore de 40% en 1973 a déjà dépassé les 50% actuellement et doit atteindre 60% d'ici peu (Arturo Cannetta, in: *Consigli*, n. 27/28, août-septembre 1976).
- 7) Luciano Lama : Intervista sul sindacato, a cura di Massimo Riva, Laterza, octobre 1976, p. 101.
- 8) Autre abandon d'une thèse élémentaire de Marx. Pour Lama, la reconstitution périodique de l'armée de réserve industrielle n'est plus une nécessité objective du Capital. C'est simplement une "thèse" "d'idéologues bourgeois" conjoncturellement avancée, et qui pourrait tout autant être remplacée par la thèse opposée (op. cit. pp. 103-104).
- 9) En réalité, selon les statistiques de la CEE, les dépenses de l'Etat ont représenté en 1975, en Italie, 42% du produit national brut contre 44,2% en Belgique, 46,4% en Grande-Bretagne, 48% en Allemagne occidentale, 53,1% en Irlande, et 55,3% aux Pays-Bas. Il n'y a que la France qui avait un pourcentage (à peine) plus bas, avec 41%.
- 10) Berlinguer ne mentionne pas une seule fois la responsabilité des monopoles, de leur politique des prix et de la politique bancaire et monétaire à leur service, parmi les causes de l'inflation, alors que dans la première partie du livre de Zangirolami, elle occupe encore une place réelle.

Le gouvernement de Mario Soares pris entre deux feux

Mai 1977 : "La situation politique portugaise est complètement normalisée." (Mario Soares, secrétaire général du Parti socialiste et Premier ministre du gouvernement portugais)

Avril 1977 : "On assiste tous les jours à des conflits qui doivent être traités comme du sabotage économique." (Ramalho Eanes, général et Président de la République portugaise)

Juin 1977 : "L'autorité de l'Etat est renforcée. Aujourd'hui l'Etat existe au Portugal. Il n'existait pas auparavant. Ceci est devenu patent aux yeux des Portugais, le 25 avril dernier, quand ils ont vu défiler les Forces armées, remises d'aplomb et hiérarchisées, obéissant à leurs chefs légitimes." (Mario Soares)

Avril 1977 : "Il importe de reconnaître clairement que les Forces de sécurité - Police de sécurité publique, Garde nationale républicaine et Police judiciaire - malgré des efforts dignes d'être salués, se trouvent freinées dans leur action. Il existe des dispositions qui, au nom de la liberté de l'individu contre l'Etat, laissent l'individu et l'Etat à la merci des marginaux de la politique ou des professionnels du délit." (Ramalho Eanes)

Juin 1977 : "Le gouvernement dépend du choix du Président de la République qui, à tout moment, s'il le désire, peut révoquer le gouvernement. Le Président de la République a été librement élu par la majorité écrasante du peuple portugais et il est aujourd'hui le Président de tous les Portugais." (Soares)

Avril 1977 : "Il est nécessaire de réaliser des ententes sur la base de promesses garanties et d'un soutien sans faille aux mesures de salut national, en sachant que la réalisation de ces buts nationaux dépend, dans une large mesure, du dynamisme de l'initiative privée." (Eanes)

Juin 1977 : "Ramalho Eanes doit s'efforcer de constituer un autre gouvernement." (Francisco Sá Carneiro, secrétaire général du PSD - Parti social-démocrate, nouvelle appellation de l'ex-PPD)

Telles sont les paroles de certains des principaux dirigeants politiques portugais, tout au long de la crise politique qui vient de s'accroître ces deux derniers mois. Elles reflètent les pressions auxquelles est soumis le gouvernement de Mario Soares depuis les énormes manifestations ouvrières du 1er mai, depuis le lancement de l'offensive de la "Convergence démocratique" (le bloc formé par les deux principaux partis bour-

geois, le PSD et le Centre démocratique et social - CDS - de Freitas do Amaral) et depuis la croissante intervention politique directe du Président Ramalho Eanes et de la hiérarchie militaire. Le gouvernement du PS est pris entre deux feux : d'un côté le chantage, de plus en plus ouvert, de l'impérialisme et de la bourgeoisie portugaise; de l'autre, le développement de luttes massives de la classe ouvrière et des étudiants.

Les projets du gouvernement

Quand il affirme que "le PS est le médiateur de la société portugaise", Mario Soares donne un résumé de l'équilibre instable où se trouve placé le gouvernement : à l'Assemblée de la république, le Parlement, il s'appuie tantôt sur les votes du PSD (pour la loi sur la délimitation des secteurs public et privé, qui met aujourd'hui en cause 162 des 245 entreprises nationalisées), tantôt sur l'ensemble de la droite (pour l'élaboration du projet de loi sur la réforme agraire), tantôt même sur le PCP (pour le plan 1977/80). Cependant, au fur et à mesure que s'intensifie la pression des luttes et des revendications ouvrières, au fur et à mesure que se renforce la résistance des syndicats à l'application de lois comme celle sur les licenciements (voir *Inprecor* n°67 du 10 février 1977), cette politique menace de s'écrouler comme un château de cartes.

Les partis bourgeois ont annoncé qu'ils n'accepteraient pas de compromis ponctuels avec le gouvernement pour faire passer des lois à l'Assemblée de la république. Le Président Eanes, pourtant, réclame qu'on limite les libertés syndicales et le droit de grève. Au même moment, le consortium international (formé par les USA, les Etats membres de la CEE et l'AELE - sauf l'Islande - le Japon, le Venezuela, le FMI et la Banque mondiale) qui annonçait un prêt de 1,5 milliard de dollars au Portugal, a renoncé à ses intentions; le prêt de 500 millions de dollars, prévu par les Etats-Unis et la RFA, quant à lui, reste très hypothétique. Ces deux prêts sont pourtant plus qu'indispensables au gouvernement portugais pour tenter d'équilibrer, avant la fin de l'année, sa balance des paiements fortement déficitaire.

Grâce à la dévaluation de 15% de l'escudo, les exportations ont augmenté de 26% au cours du premier trimestre de 1977. Mais, en même temps, les importations ont considérablement crû; le déficit de la balance commerciale et des paiements

s'est aggravé; l'objectif d'une augmentation de 10% de la production industrielle est loin d'être atteint, le secteur actuellement en pointe, celui de l'industrie de transformation, n'a pas dépassé, au cours de cette période, un taux de croissance de 7%, ce qui, en chiffres absolus, est très peu.

Quant aux investissements, aucune amélioration sensible n'est en vue. Certes, la forte augmentation des dépôts bancaires, la reprise du tourisme et la pénétration de l'argent "invisible" des émigrants ont doté le gouvernement et la Banque du Portugal de moyens d'intervention économique plus importants que par le passé. Les patrons, regroupés dans la Confédération de l'industrie portugaise (CIP), ont déclaré le 7 juin : "Il reste à créer les conditions indispensables au rétablissement de la confiance, sans lesquelles il ne peut pas y avoir d'investissements de la part du secteur privé." Et ils ont énuméré ces conditions : paiement immédiat des indemnités aux propriétaires d'entreprises ou de terrains nationalisés; élargissement du secteur privé; fin des critères bancaires préférentiels d'attribution des crédits au secteur public.

Malgré les fanfaronnades triomphalistes de Soares, le gouvernement se heurte donc à la dure réalité. Les mesures économiques qu'il a prises ont échoué et il doit désormais se lancer dans une nouvelle fuite en avant pour tenter d'échapper à l'aggravation de la crise. Devant l'intransigeance de l'opposition bourgeoise, Soares essaiera, une fois de plus, de négocier avec l'impérialisme. On parle déjà d'une nouvelle dévaluation qui pourrait, au train où vont les choses, devenir inévitable. En attendant, le gouvernement concentre son offensive sur une législation qui lui permette de stabiliser durablement l'évolution politique du pays, c'est-à-dire d'infliger une profonde défaite à la classe ouvrière.

C'est à ce but que correspondent les priorités actuelles du gouvernement :

- gagner la bataille des contrats collectifs en isolant les luttes des travailleurs qui refusent de limiter à 15% leur demande d'augmentation de salaire;

- négocier un pacte social, sous une forme ou une autre, avec les dirigeants de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP - Intersyndicale) en jouant de leur volonté de conciliation et d'apparaître comme les interlocuteurs privilégiés du pouvoir;

- lancer une attaque frontale contre la réforme agraire par l'intermédiaire de la loi préparée par le ministre de l'Agriculture - membre du PS, naturellement, Antonio Barreto - qui prévoit la remise à leurs anciens propriétaires de la moitié du million d'hectares de terres occupées par les 688 coopératives et Unités collectives de production. L'application de cette loi exigerait de provoquer des conflits importants et de déclencher une forte répression, si l'on en juge d'après les mobilisations déjà survenues en octobre à l'occasion de la "désoccupation" de 2% seulement des terres. C'est impossible pour le moment comme le démontre la rapide riposte des travailleurs de l'exploitation agricole de Mora, dans l'Alentejo, face à une charge de la GNR qui a fait 50 blessés et qui a provoqué une manifestation de plus de 20 000 travailleurs de

l'exploitation agricole. Les syndicats agricoles préparent actuellement une grève générale qui sera déclenchée au moment où la loi viendra en discussion au Parlement;

- établir un nouveau rapport de forces au sein du mouvement syndical par la création - à l'initiative du ministre du Travail le socialiste Maldonado Goncalves - d'une "Fédération des syndicats démocratiques", c'est-à-dire d'une centrale syndicale parallèle et dévouée au gouvernement, pour tenter de battre en brèche la représentativité de la CGTP-Intersyndicale dont l'influence est forte dans les grandes concentrations industrielles et dans la zone de la réforme agraire, au sud du pays.

La récupération économique à laquelle veut contribuer cet ensemble d'opérations gouvernementales de la direction social-démocrate présuppose une défaite réelle et profonde de la classe ouvrière, dans ses secteurs fondamentaux. Actuellement le rapport de forces social ne permet pas au gouvernement de concrétiser ses projets. D'où les contradictions, les flottements, les hésitations de Soares et de ses collègues. En témoigne l'exemple de la discussion sur le plan pour 1977/80 que le gouvernement devait présenter à l'Assemblée.

Le texte initial "planifiait" la création de 400 000 emplois, dont 100 000 dans l'agriculture, au cours de cette période. Or le ministre de l'Agriculture déclara abruptement qu'il ne s'engageait à créer aucun emploi. De fait, depuis le début de la réforme agraire, le niveau de l'emploi a augmenté de 229% dans les zones fondamentales (Beja, Evora, Portalegre, Santarem et Setubal) et l'application de la loi actuellement proposée sur la réforme agraire a pour fonction essentielle de diminuer le nombre de ces postes de travail. Le texte fut révisé et sa seconde version se contente de proposer la création de 192 000 emplois.

Le gouvernement est déchiré par les critiques dont il fait l'objet et par les pressions qui s'exercent sur lui. Il ne parvient pas à mettre ses projets en pratique. C'est pourquoi l'offensive de la bourgeoisie se renforce et, cette fois, elle porte directement contre le gouvernement de Soares.

La constitution d'un front bourgeois

Le 25 mai et le 1er juin, les principaux dirigeants du CDS et du PSD se sont réunis à Lisbonne. Pour la première fois depuis le 25 avril 74, les deux partis bourgeois sont parvenus à un important accord : "A partir du moment où s'épuise la capacité d'action politique du gouvernement socialiste minoritaire, le problème d'une alternative doit être posé dans ce contexte" disait le communiqué final de la réunion. Invoquant l'hypothèse d'élections générales anticipées (normalement, elles ne devraient avoir lieu que dans trois ans), appelant à l'intervention du Président de la république, les dirigeants des partis bourgeois ne cherchent pas à renverser tout de suite le gouvernement mais, pour le moins, à lancer une offensive conjointe pour miner ses bases, renforcer la crédibilité d'une alternative bourgeoise et pour créer une marge de manœuvre sociale en faveur de l'action du général Eanes.

Ce n'est pas la première fois qu'ils le tentent. En décembre 76, pendant la campagne des élections municipales, Sà Car-

neiro comme Freitas do Amaral pensaient que les résultats électoraux mettraient en question la continuité du gouvernement de Soares. Ils se trompèrent lourdement. Les votes exprimèrent la réponse élémentaire de la classe ouvrière à l'offensive bourgeoise et donnèrent de nouveau la majorité au PS et au PCP. Mais il existe désormais une différence notable par rapport à cette situation antérieure. L'offensive est aujourd'hui planifiée, organisée en commun et elle se déroule selon un schéma pré-établi. Dans un premier temps, le PSD et le CDS cherchent à obliger le gouvernement à régler rapidement, sous leur pression, le problème des indemnités aux capitalistes, de la révision de la réforme agraire, de la limitation des libertés syndicales et des Commissions de travailleurs. D'ores et déjà ces pressions se combinent indiscutablement avec les menaces du Président et de la hiérarchie militaire ainsi qu'avec le chantage impérialiste. Ce n'est qu'après les premiers succès de cette offensive que sera mis à l'ordre du jour le changement du gouvernement.

Dans l'impossibilité de s'appuyer sur les mobilisations des travailleurs en lutte contre sa politique, Soares cherche de l'aide du côté du pouvoir présidentiel. L'annonce d'un prochain remodellement gouvernemental en octobre constitue la première conséquence de cette orientation. Il aura pour but d'intégrer à l'équipe dirigeante davantage d'hommes de main du général Eanes et il verra probablement le colonel Firmino Miguel, ministre de la Défense actuel, fidèle compagnon de Spínola et non moins fidèle assistant d'Eanes, élevé au rang de contrôleur du gouvernement. C'est donc dans les prochains mois que se présenteront les échéances politiques décisives.

Le retard des luttes

Le 13 mai, 200 000 ouvriers de la métallurgie se mirent en grève dans tout le pays pour revendiquer la signature d'un contrat collectif comportant d'importantes augmentations de salaires, susceptibles d'être révisées en hausse dans un an, contre les propositions et le décret gouvernementaux. Des dizaines de milliers de travailleurs manifestèrent dans toutes les villes. Le même jour, 5 000 étudiants défilaient dans Lisbonne pour protester contre la politique du ministre de l'Éducation, Sottomayor Cardia, membre de la direction du PS. Les trois grandes académies universitaires du pays - Coimbra, Lisbonne et Porto - étaient en grève.

Moins de deux mois après l'explosion des luttes des travailleurs de la pêche, du textile, de la construction, de la fonction publique et des postes et télécommunications, de nouvelles mobilisations massives surgissaient. En janvier et en février de cette année, toutes les luttes partielles s'étaient soldées par des échecs : elles étaient restées isolées et elles n'opéraient pas de manière décidée pour la grève comme unique forme de lutte propre à faire céder le patronat et le gouvernement. La centrale syndicale, pour sa part, n'avait lancé aucun mot d'ordre central. Bien que les manifestations du 1er mai aient constitué une puissante démonstration de force du mouvement ouvrier et un encouragement certain à la mobilisation, cette dispersion n'est pas encore surmontée. Mais la bureaucratie syndicale ne peut plus se contenter d'accepter passivement la limitation de 15% imposée à toute augmentation de salaire par le gouvernement pour tendre les filets de son pacte so-

cial. Pour la première fois depuis sa promulgation, les métallurgistes ont mis ce décret en cause dans une lutte de masse d'un secteur vital du prolétariat.

Mais ce renouveau des mobilisations s'inscrit dans un contexte plus général : celui de l'extension sociale de la crise que révèlent avec une acuité particulière les dernières manifestations étudiantes et la grève, longue de plus d'un mois, de toute l'université de Coimbra contre la réintégration à leurs anciennes fonctions des professeurs fascistes chassés des amphithéâtres après le 25 avril 1974. La conjonction de ces différents facteurs est suffisamment explosive pour obliger la CGTP-Intersyndicale à organiser une journée nationale de lutte, le 22 juin, qui devrait également témoigner de l'existence d'une grande combativité dans l'ensemble des masses laborieuses.

La victoire des listes du PCP, lors des élections de directions syndicales, dans des secteurs dirigés depuis souvent plus de deux années par le PS ou par des coalitions PS-PSD, est également un reflet de ce regain d'activité. Ainsi les élections dans les syndicats du commerce, des professeurs de Lisbonne et des employés de bureau de Viana do Castelo ont donné la direction de ces trois syndicats, qui organisent ensemble plus de 100 000 travailleurs, à des militants du PCP.

En l'absence d'une opposition syndicale organisée au sein de la CGTP, il y a un revers à cette médaille. La direction stalinienne de l'Intersyndicale peut plus facilement manœuvrer sans que son orientation syndicale n'entre encore ouvertement en contradiction, dans le cours d'une grande lutte par exemple, avec l'aspiration des travailleurs à aller de l'avant. L'orientation du PCP, définie par le Comité central des 3-4 avril et confirmée par la Conférence nationale des 4-5 juin, par son objectif de collaboration avec le gouvernement et de conciliation avec la bourgeoisie, est pourtant clairement contradictoire avec la dynamique de ces mobilisations.

En dehors de la répétition des formules habituelles (du genre : "une véritable politique de récupération économique doit se fonder sur l'activation des conquêtes démocratiques, tout en maintenant aussi un large secteur de l'économie capitaliste et de la petite production marchande"), le CC du PCP s'est prononcé avec clarté : "la réduction de la consommation globale doit être une bataille nationale et patriotique"; "le 'pacte social' doit signifier un accord ou un compromis établi avec des garanties entre des forces sociales et politiques très larges, ayant pour perspective une politique nationale d'austérité". Cette orientation ne peut évidemment conduire qu'à la démobilisation des travailleurs. Il en existe déjà un petit indice dans les rangs mêmes du PCP. Celui-ci a révélé qu'après deux mois d'intense propagande, 28 000 militants avaient participé aux discussions préparatoires à la Conférence nationale sur la situation économique du pays. Officiellement, le parti d'Alvaro Cunhal compte 115 000 membres.

La construction d'une opposition syndicale est un élément de plus en plus décisif pour offrir une perspective à la combativité des travailleurs et pour commencer à modifier, de façon significative, les rapports de force au sein du mouvement ouvrier. Les positions de lutte de classes de certaines directions syndicales, telles que celle des électriciens du Centre ou cel-

Le des métallurgiste d'Aveiro, en sont de premiers exemples. De leur généralisation dépendra la possibilité de combler le retard que les luttes ont par rapport à la crise politique et à l'offensive centrale de la bourgeoisie.

Une crise sans issue ?

En attaquant sur deux fronts, avec Eanes d'un côté et "la Convergence démocratique" de l'autre, la bourgeoisie met en place son dispositif dans un but bien précis : établir la viabilité de l'alternative gouvernementale PSD-CDS, dans le sillage de l'intervention directe du Président de la République, pour préparer la modification ou, mieux, le changement du gouvernement sur la base d'une défaite préalable de la classe ouvrière.

Sous cette pression, le gouvernement tente d'appliquer des mesures propres à se traduire par une telle défaite du prolétariat agricole et du mouvement syndical. Mais même les partis bourgeois prennent garde de ne pas précipiter un affrontement aux conséquences encore trop incertaines.

Pour les prochains mois, la perspective reste donc celle de la juxtaposition d'une crise politique aggravée et d'une grande combativité des masses allant en s'élargissant à des secteurs de plus en plus nombreux. Durant cette période d'instabilité sociale prolongée, une alternative se dégagera de plus en plus clairement : ou bien le projet de la bourgeoisie, l'affirmation

d'un régime présidentiel, évoluant rapidement pour se libérer de la collaboration de classes directe et tentant nécessairement d'imposer de fortes restrictions aux libertés démocratiques ; ou bien une réactivation des luttes ouvrières, leur combinaison avec la crise politique de manière à favoriser l'intervention autonome du mouvement ouvrier et à stimuler son opposition dans les luttes aux mesures antipopulaires du gouvernement, de la hiérarchie militaire et de la bourgeoisie dans son ensemble.

Pour entrer dans cette longue phase, le mouvement ouvrier dispose de toutes ses forces qui n'ont été ni entamées ni désorganisées. Le rapport de forces actuel au sein de la classe ouvrière ne permet pas de prévoir, à court terme, la possibilité de débordements massifs de la bureaucratie réformiste. Mais tout l'appareil syndical sera soumis à la pression des importantes mobilisations qui se profilent dans le mécontentement et l'activité présents des travailleurs.

Les prochains conflits, où les militants révolutionnaires sauront prendre toute leur place, doteront les travailleurs d'une expérience précieuse pour répondre aux questions clé de cette nouvelle phase de la révolution portugaise : la construction d'une centrale syndicale fédérative et démocratique, l'élaboration d'un plan de lutte ouvrier contre la crise, la perspective d'une grève générale contre la politique d'austérité et les attaques portées au syndicat et à la réforme agraire.

SUEDE

Benny ASMAN

L'usure du nouveau gouvernement

Le 19 septembre 1976 fut une date historique pour le mouvement ouvrier suédois et international. Cette nuit-là, les trois partis bourgeois remportaient les élections et s'apprêtaient à former le nouveau gouvernement. Le règne de la social-démocratie, après 44 ans de pouvoir sans partage, était brusquement interrompu. La bourgeoisie internationale y gagna un argument idéologique : "Regardez la Suède ; 44 années de socialisme et le peuple en a assez." Depuis, dix mois se sont écoulés et il est temps de tirer un premier bilan de l'action du nouveau gouvernement, de ce qu'il promettait avant les élections et de ce qu'on attendait de lui. Que devient la social-démocratie dans l'opposition, elle qui était tellement habituée à siéger au gouvernement et qui fut si étroitement assimilée au développement politique et social de la Suède pendant près d'un demi siècle ?

La composition du gouvernement

Les résultats des élections de septembre 76 étaient les suivants :

Moderata Samlingspartiet	15,6%
Centerpartiet	24,1%
Folkpartiet	11,0%
Socialdekraterna	42,9%
Vansterpartiet Kommunistera	4,7%
Participation électorale	90,1%

Pendant toute une période, le Centerpartiet et le Folkpartiet avaient constitué un bloc prétendant se situer au centre ("les réformes sociales sans le socialisme"), dans l'intention évidente

te de prendre quelques distances avec le conservatisme du Moderata Samlingspartiet. Ceci fut clairement réaffirmé par les deux partis à la veille des dernières élections, lorsqu'ils déclarèrent que le nouveau gouvernement devrait diriger au centre; la coalition gouvernementale serait composée des trois partis mais sa politique serait dominée par le bloc de ces deux formations.

MODERATA SAMLINGSPARTIET (Parti conservateur). Il représente la continuation du vieux Hogerpartiet dont les racines plongent dans les couches de la vieille aristocratie politique et militaire. Aujourd'hui, ce parti est le représentant le plus ouvert des grands industriels et des banquiers.

CENTERPARTIET (Parti du centre). Antérieurement, il se nommait Bonderpartiet (Parti paysan) et était une force exclusivement liée au milieu rural. Avec l'urbanisation accélérée des années 60, ce parti dut attirer de nouvelles couches sociales. Le changement de nom traduit cet effort. Grâce à une démagogie contre la centralisation, la bureaucratisation, etc., il capta une importante base électorale dans les villes.

FOLKPARTIET (Parti du peuple). Il est le prolongement du vieux parti libéral. Traditionnellement, il représente les professions libérales et les industriels "de progrès". Durant des décennies, il était la formation bourgeoise la plus importante. A la fin des années 60, il commença à décliner. Actuellement, il est le plus petit des partis bourgeois.

VANSTERPARTIET KOMMUNISTERNA. Parti communiste.

SOCIALDEMOKRATERNA. Parti social-démocrate.

Le déclin ultérieur du Folkpartiet et la croissance du Moderata Samlingspartiet, reflétés par leurs scores électoraux, conduisit au déclenchement du premier conflit entre les trois partis à propos du nombre de ministres dont chacun disposerait au sein du gouvernement. Per Ahlmark, le dirigeant du Folkpartiet, exigea que son parti ait plus de ministères que le Moderata Samlingspartiet, bien que ce dernier ait recueilli deux fois plus de voix aux élections. En guise d'argument, il déclara que la politique n'avait rien à voir avec l'arithmétique. Après de longues négociations et des menaces réciproques, la composition du gouvernement fut finalement arrêtée: huit postes pour le Centerpartiet et quatre pour chacun des deux autres partis; de plus, un technocrate "indépendant" recevait le portefeuille de la Justice, pour éviter de le remettre à un conservateur. Paradoxalement, le gouvernement comprend six gros fermiers. Le Premier ministre, Torbjörn Fälldin, lui-même, est un gros éleveur de moutons. Ceci dans un pays où moins de 5% de la population est employée dans l'agriculture, la pêche ou le secteur des forêts.

La déclaration d'intention du gouvernement

Peu après sa constitution, le gouvernement rendit publique une déclaration d'intention qui reflétait les préoccupations et les contradictions qui l'assaillaient. Le ton général de la déclaration indiquait clairement que le gouvernement cherchait à se laver par avance de toute intention de revenir sur les réformes sociales existantes. La déclaration parlait donc

vaguement de poursuivre les réformes, de combattre l'inflation, de diminuer le poids de la bureaucratie mise sur pied par les sociaux-démocrates, de "décentraliser" la société, de créer des conditions meilleures pour les petits capitalistes, etc. De façon générale et au moyen de termes flous, le gouvernement essaya de donner l'impression qu'il allait satisfaire tout le monde. Malgré cela, il devint clair que beaucoup de ses slogans électoraux n'étaient que de creuses promesses électorales. Le Centerpartiet, par exemple, avait promis de créer 400 000 emplois. La promesse n'est même pas mentionnée dans la déclaration gouvernementale. Celle-ci ne fit que semer le doute parmi la frange marginale de l'électorat qui avait été gagnée aux sociaux-démocrates. Le Grand Capital exprima bruyamment son mécontentement et accusa les partis gouvernementaux de ne pas s'occuper des questions les plus importantes, en particulier la nécessité d'imposer une période d'austérité stricte afin de redresser la situation économique qui empirait, du point de vue des capitalistes suédois.

Mais un autre problème occupait la première page des journaux et faillit conduire à la chute du gouvernement avant même qu'il ne prenne ses fonctions; il s'agit des centrales nucléaires. En Suède, comme dans beaucoup d'autres pays, la construction de centrales nucléaires a donné lieu à un intense débat public sur cette question et aussi à un actif mouvement de protestation. Plusieurs centrales fonctionnent déjà et il existe des plans pour porter leur nombre à 13 en 1985. Cette situation devint un des thèmes centraux de la campagne électorale, du fait de la position adoptée par le Centerpartiet et, personnellement, par son principal dirigeant. Une large majorité de ce parti, en raison de sa base sociale rurale et de son idéologie "du retour à la nature" - spécialement dans les rangs de son organisation de jeunesse - est absolument opposée à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Ceci vaut également pour le dirigeant du parti lui-même, qui est souvent intervenu vigoureusement à ce propos. Autrement, il serait difficile de comprendre les déclarations de Fälldin, au cours de la campagne électorale, lorsqu'il s'engageait à arrêter la construction des centrales prévues et à démanteler les centrales existantes avant 1985. Fälldin souligna que, pour lui, cette question était vitale et qu'il ne céderait jamais là-dessus. Mais les paroles et la conscience sont une chose, les difficiles réalités économiques en sont une autre. Le Premier ministre capitula dès la déclaration d'intention du gouvernement. Sous la pression des industriels, de deux autres partis bourgeois et de la social-démocratie, devant la menace de scission gouvernementale, Fälldin donna son autorisation à l'entrée en fonctionnement d'une centrale qui venait d'être achevée, en recommandant aux industriels de garantir la sécurité des déchets.

La presse se fit donc l'écho du lamentable spectacle offert par le Premier ministre essayant de convaincre les gens, au cours d'une conférence de presse, que le démarrage d'une nouvelle centrale était en conformité avec ses déclarations préélectorales qui en avaient exclu toute possibilité. Les sondages ultérieurs révélèrent que le coup était dur pour le Centerpartiet dont les tensions internes s'accroissaient en même temps brusquement. Mais c'était aussi un coup porté à la crédibilité du gouvernement dans son entier, et ce, dès le premier mois de son existence.

D'emblée, ce gouvernement se révélait donc très faible, soumis à la pression permanente des grands industriels, cherchant à se donner, encore davantage que la social-démocratie, une image d'artisan des réformes sociales, et déchiré par ses contradictions internes dans les domaines politiques fondamentaux.

L'offensive capitaliste

La victoire électorale des partis bourgeois n'a pas abouti à la constitution d'un gouvernement bourgeois satisfaisant immédiatement les exigences de toutes les couches de la bourgeoisie. Mais les grands capitalistes se sont sentis encouragés à prendre une attitude beaucoup plus agressive à l'égard de la classe ouvrière. On a pu s'en rendre compte très peu de temps après les élections. Stimulés par la victoire électorale et confiants dans leur puissance, l'association des patrons, la SAF, prit l'initiative de formuler ses propositions aux syndicats pour les négociations nationales sur les salaires. Et les patrons y mirent si peu d'égards que même la presse se fit l'écho du sentiment d'indignation générale que ces propositions suscitèrent. Tout d'abord, ils déclarèrent qu'aucune augmentation de salaire ne serait consentie si elle n'était pas liée à une augmentation correspondante de la productivité. Ensuite, ils firent part de leur volonté d'introduire une durée de travail hebdomadaire variable selon la conjoncture, c'est-à-dire 45 heures en période d'expansion et 35 heures en période de récession, avec une diminution parallèle des rémunérations. Enfin, ils voulaient réduire les dépenses consacrées à l'assurance-maladie des travailleurs.

Pour une classe ouvrière habituée à voir son niveau de vie continuellement augmenter pendant vingt ans, jusques et y compris en 1975/76, ceci fut perçu comme une véritable provocation. L'arrogance des patrons contraignit les syndicats - la Landsorganisationen (LO : la centrale syndicale nationale) et la Privattjänsteförbundet (PTK : le syndicat des employés du secteur privé) - à rejeter en bloc les propositions de la SAF. La pilule était même un peu difficile à avaler pour les deux partis du centre, qui qualifièrent les propositions de l'association patronale d'"inopportunes", car elles les mettaient dans l'embarras vis-à-vis de leur électorat. Mais pourquoi ces représentants lucides de la bourgeoisie suédoise, qui savent très bien qu'ils ont obtenu 30 ans de paix sociale en échange de réformes sociales, firent-ils de pareilles propositions ? Pour répondre à cette question, il faut examiner le développement de l'économie suédoise au cours de la récession internationale de 1974/76.

1974 et presque tout 1975 furent encore de bonnes années pour les capitalistes suédois. Ce n'est qu'à la fin de 75 que la récession commença à frapper durement tous les secteurs de l'industrie. Cette situation conduisit le gouvernement, social-démocrate à l'époque, à opter pour une politique économique dont le but essentiel était d'éviter une augmentation du chômage, en espérant qu'une reprise internationale se ferait rapidement sentir. Des subsides importants à l'industrie pour maintenir le niveau de la production tout en accroissant les stocks, des commandes anticipées provenant du secteur public et une stimulation de la consommation privée, constituèrent l'essentiel des mesures mises en œuvre pour atteindre cet objectif. (Pour une analyse de la politique économique du gouvernement à cette époque, se reporter à *Inprecor* n°40/41 du 18.12.75).

La récession internationale se prolongeant en 1976, avec quelques faibles augmentations de la production et du commerce international, cette politique devint de plus en plus impraticable. Au début de l'automne 76, l'accumulation des problèmes provoqua une véritable crise dans certaines branches d'industrie et secteurs spécialisés comme les chantiers navals, la métallurgie, la sidérurgie et le textile. A l'automne 76, les résultats de la politique économique du gouvernement pouvaient être synthétisés de la manière suivante :

- investissements : une baisse probable de 5% (8 à 10% en volume ;
- marchés : une perte beaucoup plus rapide que tout autre pays européen ;
- balance des paiements : un déficit continuellement croissant de 4,2 milliards de couronnes (kr.) en 74 à 6,8 milliards en 75, et à 10,4 milliards de kr. en 76. Pour 1977, la prévision est celle d'un déficit de 12,5 milliards de kr. (4,4 kr. = 1 dollar, soit environ 5 FF).
- utilisation de la capacité de production : à la fin de l'automne 76, 25% de l'industrie fonctionnait à pleine capacité, ce qui est le chiffre le plus bas depuis 1961, date des premières statistiques dans ce domaine ;
- stocks : une augmentation de 4,5 milliards de kr. en 75 et 76
- inflation : une croissance accélérée jusqu'à la fin de 76 et une prévision de 10 à 13% pour 1977 ;
- chômage : 1,1 à 1,5% de la main-d'œuvre. Le chiffre est bas en raison de la politique gouvernementale évoquée plus haut.

Cette aggravation de la situation devint intolérable pour les capitalistes. Dès avant les élections, ils se mirent à concentrer leur tir sur une cible essentielle : l'augmentation du coût du travail horaire (salaires et services sociaux). Toute la presse bourgeoise, et particulièrement des magazines comme *Veckans Affärer* (le principal hebdomadaire financier), ne cessait de se plaindre que la production revenait trop cher en Suède et que les entreprises suédoises allaient perdre tous leurs marchés internationaux si on ne réduisait pas le coût du travail. Cette assertion était assortie de statistiques montrant que le coût moyen du travail durant les années de la récession de 1975/76 atteignait les 40,6 kr. au début de 1977, ce qui voulait dire que la Suède, dans ce domaine, avait dépassé tous les autres pays, y compris l'Allemagne de l'Ouest (30,9 kr.) et les Etats-Unis (32,3 kr.).

Tel était le terrain pour le lancement de l'offensive, tactiquement maladroite en apparence, lancée par la SAF avant les élections. Comment le nouveau gouvernement bourgeois fit-il face à ces exigences ?

La réponse révèle que sa préoccupation essentielle était de ne pas marquer son arrivée au pouvoir par des mesures susceptibles d'être interprétées comme une attaque contre le niveau de vie des larges masses. La politique des sociaux-démocrates fut poursuivie et même approfondie dans certaines sphères, dans l'espoir de gagner du temps en attendant une reprise internationale et en évitant ainsi d'augmenter le chômage. Pour contrer la pression croissante des mesures de licenciements, le gouvernement décida de payer 25 kr. par heure et par travailleur à toute entreprise qui garderait un travailleur au lieu de le licencier. Le premier budget de l'Etat, présenté au dé-

but de 77 pour l'année fiscale 77/78, comprenait un déficit de 13 milliards de kr., le plus élevé qui ait jamais été atteint. En même temps, le gouvernement demandait un crédit international de 16 à 17 milliards de kr.

Au printemps 77, cette politique, totalement déconnectée des réalités capitalistes, se heurta à l'hostilité croissante des intérêts bourgeois et se révéla impraticable. La reprise internationale hésitante ne pouvait servir de base à la politique de la bourgeoisie. Ceci aboutit même à une situation plutôt bizarre : les sociaux-démocrates accusèrent le gouvernement d'irresponsabilité car il ne voulait pas comprendre que le temps de l'austérité était venu, tandis que le ministre des Finances, le conservateur Bohman, accusait Olof Palme de proposer des mesures qui augmenteraient le chômage.

La pression croissante des milieux capitalistes rendait le tournant inévitable. Au début du mois d'avril, la politique économique fut modifiée. Une dévaluation de 6% fut décrétée, la taxe à la valeur ajoutée fut augmentée de 3%, les subventions directes à l'industrie furent accrues, les programmes de construction publique furent repoussés à plus tard, un blocage des prix fut imposé pour deux mois et les capitalistes furent poussés à intensifier leurs investissements.

Ainsi, en un court laps de temps, le gouvernement dut prendre des mesures en opposition pratiquement complète avec tout ce que les partis bourgeois avaient promis pendant la campagne électorale. Il poursuivit la politique pour laquelle ils avaient dénoncé les sociaux-démocrates. Il augmenta les impôts au lieu de les alléger; il intervint directement dans les entreprises en difficulté; il augmenta la part de l'Etat dans la propriété industrielle et soutint la concentration des entreprises. La plus grande fusion industrielle de l'histoire de la Suède, celle de Volvo et Saab, eut lieu sous les auspices du nouveau gouvernement. Presque toute la démagogie populiste, en particulier celle du Centerpartiet, fut réduite à rien - et ce au pire moment, alors que les négociations nationales sur les salaires entre la SAF et LO/PTK tiraient à leur fin. Voilà le bilan de la politique économique du premier gouvernement ouvertement bourgeois en Suède, depuis 1933.

Les sociaux-démocrates dans l'opposition

Le changement de gouvernement avait été une éventualité envisageable au cours des précédentes élections. Il fut finalement provoqué par un glissement de 0,7% des voix. Un choc important secoua les cadres du parti social-démocrate. Ceci se refléta par un assaut de déclarations tonitruantes, très "lutte de classes", de la part de certains dirigeants de LO et du parti, au lendemain des élections. Mais le ton se rasséra rapidement, au fur et à mesure que le nouveau gouvernement était assailli par les difficultés. En fait, les sociaux-démocrates se retrouvèrent dans l'opposition au meilleur moment possible. Ils n'avaient pas pu prendre de responsabilités alors que la crise économique se faisait ressentir et que la SAF lançait son offensive; ils laissaient le pouvoir gouvernemental aux trois partis bourgeois en cette période délicate. Le soutien populaire au nouveau gouvernement s'étant émiétté très peu de temps après son entrée en fonction, les sociaux-démocra-

tes évitèrent un débat politique plus profond au sein du parti sur les causes de la défaite et ils purent ainsi présenter le gouvernement Fälldin comme un intermède dans l'histoire de la Suède. Seules quelques voix s'élevèrent pour réclamer une discussion. Palme n'eut pas de mal à donner le ton en déclarant que les sociaux-démocrates seraient une opposition "constructive" à tous les niveaux.

Dans la classe ouvrière, le changement de gouvernement a été été clairement perçu comme un changement pour le pire, et non pour le mieux. Bien que le soutien à la social-démocratie ait été purement passif durant de longues années, le gouvernement était vu par la grande majorité de la classe ouvrière comme un défenseur des intérêts des salariés. Mais sa chute n'a pas du tout démoralisé les travailleurs. L'intensification de l'activité ouvrière, qui avait émergé avant les élections, s'est poursuivie à un rythme accéléré. Une radicalisation - certes lente et par bien des aspects partielle - de la classe ouvrière suédoise est en train de prendre corps. Le changement de gouvernement, loin de freiner ce processus, contribuera au contraire à l'accélérer. Cette radicalisation s'est exprimée de multiples façons. Au contraire de la spectaculaire vague de grèves sauvages de 1969/71, qui étaient en conflit ouvert avec les syndicats, la radicalisation actuelle prend la forme d'une augmentation de la participation ouvrière aux activités syndicales. 200 000 travailleurs ont pris part aux cercles d'étude organisés par les syndicats, l'an dernier, ce qui manifeste un regain d'intérêt considérable par rapport au passé. Les sujets étudiés sont évidemment sélectionnés par les sociaux-démocrates et touchent à toutes sortes de domaines, depuis la façon de diriger une réunion syndicale jusqu'à des éléments de microéconomie (pour préparer les cadres à un fonctionnement responsable dans les organes de participation). La participation aux réunions syndicales croît partout dans le pays et les adhésions au syndicat et au Parti social-démocrate se multiplient. Les travailleurs ont aussi riposté fermement à plusieurs tentatives de décréter soudainement des fermetures d'usines. Ce fut, par exemple, le cas quand l'entreprise de renom international LM Ericsson essaya de licencier 400 travailleurs de ses ateliers d'Olofström. Elle dut alors faire face à une large mobilisation de toute la population de cette ville, ce qui obligea, en fin de compte, le gouvernement à intervenir en offrant son appui financier à la compagnie en échange de la promesse qu'elle ne fermerait pas ses portes.

Lorsque la SAF présenta ses propositions pour les négociations salariales nationales, de nombreux syndicats votèrent des résolutions exigeant qu'elles soient rejetées par LO. L'union des syndicats de Stockholm, sous la pression de la base, appela à une manifestation pour rejeter les propositions de la SAF. Quelque 10 000 travailleurs s'y rendirent et de nombreux mots d'ordre, venus de la base, réclamèrent concrètement des augmentations de salaire et la journée de six heures, faisant ainsi fi des slogans vagues et généraux mis en avant par la direction syndicale de la capitale. Cette manifestation révéla aussi ce que les dirigeants sociaux-démocrates de LO et du parti entendaient par "opposition constructive". Le quotidien du soir de LO (*Aftonbladet*) ne fit même pas mention de l'appel à la manifestation et la direction du parti ne fit aucun effort pour mobiliser les travailleurs.

Si quelqu'un doutait que des couches de plus en plus larges de la classe ouvrière suédoise allaient commencer à se mobiliser, les manifestations du 1er mai ont certainement balayé ces doutes. Dans l'ensemble du pays, c'est plus de 600 000 personnes qui sont descendues dans la rue. Cela dépasse de deux ou trois fois la moyenne des manifestations durant les dix dernières années. C'est le plus rassemblement depuis la Seconde Guerre mondiale. Les travailleurs exprimaient évidemment leur soutien au Parti social-démocrate. Cependant, émergeait aussi la volonté de manifester une certaine activité face au gouvernement.

Dès lors, les dirigeants sociaux-démocrates faisaient preuve d'une certaine assurance et agissaient de telle sorte à dire aux partis bourgeois : "Vous feriez mieux de faire ce que vous pouvez immédiatement, car nous serons de retour en 1979." Lors des sondages d'opinion successifs, les sociaux-démocrates ont amélioré leur position. En mai 1977, ils obtenaient la majorité. En s'abstenant simplement et en laissant le gouvernement perdre, à chacune de ses initiatives, une partie de son électoralat composite, les sociaux-démocrates réussirent à faire passer, dans les sondages d'opinion, leur influence électorale de 40% en mai 1976 à 50% au début de juin 77. Les travailleurs ont établi un lien entre la dégradation de la situation économique, l'offensive de la SAF et l'installation du nouveau gouvernement. Ils n'ont pas porté une grande attention "à l'opposition constructive" des sociaux-démocrates qui, jusqu'en janvier 1977, réclamaient des restrictions budgétaires et des mesures d'austérité.

Le contrat national sur les salaires

LO et PTK proclamèrent leur refus complet des propositions initiales de la SAF. Ils le firent en se concentrant sur ce qu'ils nomment les questions de principe : le temps de travail hebdomadaire lié à la conjoncture économique et les congés maladie. En fait, ils firent des propositions salariales qui revenaient, au mieux, à faire stagner les salaires réels. Vu le caractère hypercentralisé et bureaucratique des négociations salariales, les travailleurs n'eurent absolument pas connaissance de ce qui était discuté autour du tapis vert. Les premières propositions furent présentées en novembre 76. Depuis, le secret est de rigueur. En avril 77, les deux parties déclarent que les négociations sont dans l'impasse et font appel à un arbitre. En Suède, ceci est quasiment rituel. Mais, cette année, les contradictions étaient plus aiguës que la rudesse inhabituelle de la SAF. LO et PTK sont contraints d'organiser des arrêts de travail dans certaines branches. La PTK fut même obligée de lancer une grève limitée dans le secteur des services. La SAF riposta en menaçant de lock-outer les 300 000 travailleurs concernés. Les moyens de communication de masse présentaient les choses comme pouvant déboucher sur une catastrophe que personne, en fait, ne voulait.

Les arbitres présentèrent finalement une proposition du type "à prendre ou à laisser". Les parties s'y plièrent, après diverses récriminations. Les dirigeants de LO déclarèrent qu'ils ne pouvaient faire mieux, d'autant plus qu'il aurait été pire d'aboutir à un conflit généralisé qui, quoi qu'il en soit, n'aurait pu se conclure par une augmentation des salaires réels. La SAF, en outre, avait été contrainte de renoncer à deux de

ses principales revendications. Ainsi, le résultat final aboutit à une amélioration du niveau de vie des travailleurs de 3 à 5% pour l'année 1977. Seules les négociations locales, qui doivent concrétiser l'accord national, pourraient changer ce. Néanmoins, il sera plus difficile de le faire qu'en 1975/76. Alors, les accords sur le plan local aboutirent à transformer un contrat national de piètre qualité en une augmentation relativement importante des salaires réels.

Les perspectives pour les élections de 1979

De son point de vue, le gouvernement entra en fonction à un mauvais moment. Il a déjà été obligé de liquider presque toutes ses promesses préélectorales. Pour cette raison, dix mois seulement après être entré en fonction, le premier gouvernement bourgeois depuis 44 ans a déjà rassemblé une nette majorité contre lui ! Le Parti du Centre a été durement frappé par ce déclin. Selon les sondages, il a perdu 4% de son influence électorale. Aujourd'hui, tout porte à penser que les sociaux-démocrates retrouveront leurs postes au gouvernement à l'occasion des élections de 1979. En effet, il est difficile d'imaginer, bien que deux ans nous séparent de ces élections, comment les partis gouvernementaux peuvent modifier la situation présente.

L'âge d'or du capitalisme suédois a pris fin. Diverses branches industrielles vont connaître une crise structurelle croissante, dans les années à venir. Les capitalistes seront beaucoup plus enclins à refuser toute augmentation de salaire. Les prochaines négociations salariales se situeront donc dans ce nouveau contexte. Durant des décennies, les travailleurs se sont accoutumés à l'augmentation annuelle de leur pouvoir d'achat. Or, vu la croissante activité des militants de base des syndicats et le haut niveau de syndicalisation - 90% - de la classe ouvrière, il sera très difficile pour la bureaucratie d'accepter des diminutions du salaire réel, sans que cela stimule des mobilisations, des réactions. Ainsi, LO justifie déjà l'accord signé récemment en disant qu'il n'est en vigueur que pour un an et qu'un changement radical devrait avoir lieu en 1978.

Dans cette période de difficultés économiques permanentes et de contradictions des classes, les travailleurs vont s'opposer de plus en plus au gouvernement et vont l'identifier nettement avec les intérêts du Grand Capital.

à paraître en septembre 77

"La Vérité" clandestine de 1940 à 1944

Edition en fac-similé de la collection de l'organe de la section française de la IV^e Internationale publiée sous l'occupation allemande, suivie de "Arbeiter und Soldat", journal destiné aux soldats allemands. Parution en septembre prochain aux E.D.I.

Souscrivez dès à présent à la Librairie Rouge, 10 Impasse Guéménée, Paris 4^{ème}. Prix de la souscription 50, au lieu de 80 F. (65 F. en franco de port).

Le mouvement et l'organisation de la paysannerie mexicaine

(2ème partie)

(La crise qui secoue l'agriculture mexicaine s'est brutalement aggravée au début des années 70. La première partie de cet article, publiée dans le précédent numéro d'*Inprecor*, analysait les racines objectives de cette situation et les premiers développements du mouvement paysan dans plusieurs régions du pays, qui ont conduit à la mise en place de la Coordination paysanne révolutionnaire indépendante (CCRI) le 29 mars dernier. Dans la deuxième partie de cet article, Esteban Morales poursuit l'inventaire des principales composantes de la CCRI.)

o o o

L'Union paysanne indépendante

L'UCI (Union campesina independiente: Union paysanne indépendante) est une organisation de la paysannerie pauvre des zones montagneuses au nord de Puebla et de la zone centrale de Veracruz. Elle est née de la décision de 100 groupes de paysans d'unir leurs efforts dans la lutte pour la terre et contre les interventions de l'Etat, des latifundistes et leurs bandes armées. Sa direction a une grande expérience de lutte et, sur le terrain politique, elle a participé à diverses expériences nationales, ce qui fait d'elle une des directions paysannes les plus importantes. Sa constance dans la lutte paysanne par des méthodes d'action directes (occupations, mobilisations, etc.), son projet d'extension de la zone d'influence de son organisation et sa volonté de résister par l'autodéfense armée des paysans aux agressions des "gardes blancs" des latifundistes et de riposter habilement aux actions des organismes répressifs de l'Etat; tout cela a fait d'elle une cible privilégiée que des forces colossales s'attachent à détruire. Les menées répressives de l'Etat ont conduit à l'instauration de l'état de siège dans plusieurs villages de la région, notamment dans la sierra d'Atzalan, l'incendie de villages paysans, les perquisitions massives, etc. Actuellement, suite à une brève période de reflux due à la répression, l'UCI poursuit l'extension de son organisation à Veracruz et à Puebla. Ses initiatives ont eu une répercussion nationale, et, concrètement, à Puebla, elles ont permis des mobilisations ouvrières et étudiantes. L'expérience de l'UCI, malgré la dure répression et les tentatives de la marginaliser en développant des organisations concurrentes, constitue un apport fondamental pour la poursuite de la lutte dont la CCRI pourra tirer profit dans la mesure où elle se renforce et elle se développe.

Le Mouvement paysan indépendant "28 septembre"

Le mouvement "28 septembre" est en voie de formation, mais il avance rapidement vers la construction d'un organisme régional dans la région de Cotaxtla Veracruz. Ce mouvement, qui trouve son origine dans la lutte menée depuis 1951 par les paysans du domaine de Palmarillo, a contribué considérablement à la consolidation de la CCRI. Il a connu dans sa lutte revendicative, tout comme les autres organisations, les dures épreuves de la répression, des tromperies, et des formes les plus viles de la violence policière. Récemment, ses militants ont été frappés par la police qui leur a en outre volé leurs maigres biens et l'argent qu'ils avaient récolté parmi les paysans. Pour riposter à cette répression, qui répondait à leur demande que leur soient remis les 1 400 hectares accordés dès 1964, mais confisqués par les latifundistes, ils ont organisé avec le soutien de la CCRI une mobilisation paysanne de grande envergure dans la ville de Mexico. Les brigades paysannes de Palmarillo ont participé à tous les événements politiques de la capitale pendant les mois d'avril et mai; elles ont reçu le soutien de nombreux syndicats indépendants, notamment à l'université; elles ont recueilli dans les quartiers populaires un soutien matériel en vêtements, en argent et en vivres; elles ont fait systématiquement le tour des écoles avec les étudiants pour faire connaître largement la lutte de Palmarillo et de la CCRI et pour recueillir les fonds nécessaires à la mobilisation de l'ensemble des paysans. Finalement, une manifestation s'est déroulée le 10 mai dans les rues de Mexico, qui a regroupé plus de 1 000 personnes. Elle a exigé des autorités du ministère de l'Agriculture une solution immédiate aux problèmes paysans. Les résultats de cette mobilisation ont été plutôt limités, mais elle a permis à la CCRI une première initiative coordonnée et l'affirmation de sa présence sur le terrain politique. Entre autres résultats concrets, elle a permis de prendre contact avec diverses organisations de quartiers populaires de la ville de Mexico qui se sont déclarées intéressées par le projet de la CCRI.

L'Union des paysans "Plan de Ayala"

L'Union des paysans de Morelos a son siège dans les plantations de canne à sucre de la zone de Zacatepec, une des entreprises d'Etat les plus importantes du pays. Cette entreprise a été constituée de façon à ce qu'elle apparaisse comme une

coopérative dont seraient membres l'Etat, les ouvriers et les petits paysans. En réalité, c'est une entreprise capitaliste qui exploite les ouvriers de l'usine, les ouvriers agricoles (les coupeurs de canne), les chauffeurs et les paysans, et qui s'inscrit dans la politique de subsides de l'Etat au capital privé, tout en servant d'intermédiaire entre celui-ci et les petits paysans de la zone.

L'Union est née avec l'occupation de l'entreprise à l'initiative des paysans en octobre 1975 pour exiger l'augmentation du prix de la canne et le contrôle du pesage, vu qu'il est de notoriété publique qu'on les vole ouvertement lors de l'opération de pesage de la canne. A cette époque, les paysans étaient membres du syndicat officiel CAM qui a vendu le mouvement même si son dirigeant local a refusé de se laisser corrompre. Ce dirigeant a été arrêté en décembre de cette année; il a été porté disparu et torturé pendant 31 jours. Face à l'arrestation de leur dirigeant et à la corruption de la direction du CAM, les paysans ont décidé de construire une organisation indépendante de l'Etat et des syndicats officiels qui les ont déjà trahis à de multiples occasions. Cette expérience de la trahison des organisations officielles est un des éléments qui a pesé le plus lourd dans la conscience des paysans qui en ressentent une profonde défiance vis-à-vis de toute forme d'organisation, ce qui a contribué à freiner la construction de l'Union.

Après la répression et les harcèlements de la police, le dirigeant syndical, qui n'était pas lui-même paysan mais un ouvrier de l'entreprise, fait par ailleurs significatif, s'est retiré de la lutte. Si l'on tient compte de la structure très hiérarchisée du mouvement paysan mexicain, on comprend que cela ait freiné la consolidation de l'Union.

Un dernier élément important est le refus opposé par l'Etat à la reconnaissance légale de l'Union et la mise en œuvre d'une politique de boycottage de cette organisation indépendante. Ces trois éléments donc, la défiance des paysans vis-à-vis de toute organisation, l'absence de dirigeants bénéficiant d'un prestige réel auprès des masses et la politique de l'Etat à l'encontre de l'Union, ont rendu difficiles la consolidation et le développement de l'Union des cultivateurs de canne "Plan de Ayala". De même, cela l'a empêché de jouer un rôle plus direct au sein de la CCRI. Nous pensons toutefois que ces difficultés seront résolues à moyen terme et que l'Union pourra jouer un rôle très important à l'avenir, vu qu'elle est, malgré les difficultés, la seule organisation de travailleurs de la canne à sucre dans la région et qu'elle bénéficie du soutien actif de 27 domaines, dont certains regroupent des milliers de paysans. L'Union est engagée à l'heure actuelle dans la lutte autour de deux revendications : sa reconnaissance légale et l'augmentation du prix de la canne à sucre. Un élément fondamental dans le développement de l'Union réside dans le soutien que lui réserveront les ouvriers de Cuernavaca, auprès desquels elle s'est efforcée de trouver un appui dès le début, dans le cadre d'une coalition ouvriers-paysans-étudiants, mais sans rencontrer pour le moment d'écho véritable. En outre, on envisage actuellement la possibilité que d'autres organisations partie prenante de la CCRI envoient certains de leurs cadres dans la zone de la canne pour coopérer au développe-

ment de l'organisation. La zone a, de fait, déjà reçu la visée de dirigeants du FCI, de l'UCI et du mouvement "28 septembre".

Le Front populaire de Zacatecas

Le FPZ est un organisme de masse très prestigieux dans notre pays, qui a conduit directement la lutte universitaire et populaire de Zacatecas dans les derniers mois pour le contrôle de l'Université, contre les manœuvres de droite. Le FPZ est composé de plusieurs milliers de paysans dans la région de Fresnillo, qui ont déjà mené des luttes importantes contre les latifundistes de la région et ont obtenu certaines victoires importantes : ils ont ainsi arraché 40 000 hectares des mains de l'ex-gouverneur Marraga qu'ils ont constitués en un domaine regroupant plus de 1 000 paysans. Le FPZ (région de Fresnillo) a regroupé 25 domaines et a reçu le soutien de certains groupes politiques de gauche. Depuis l'expropriation des 40 000 hectares, le FPZ s'est développé jusqu'à regrouper 85 groupes de paysans en attente de terres.

En 1975, ils ont occupé les bâtiments de la SRA, et ont obtenu la promulgation de 5 décrets présidentiels affectant des latifundistes, qui étaient par ailleurs concessionnaires locaux de Ford et de Chevrolet et propriétaires de biens immobiliers. Le FPZ s'est distingué en organisant des meetings, des manifestations et des mobilisations en permanence. Un autre de ses succès importants a consisté dans l'obtention de 3 000 hectares qui lui ont été cédés, 2 500 hectares à Llagano et 275 hectares dans d'autres zones, ces deux derniers domaines consistant en terres en jachère. Il a été à l'initiative de nombreuses occupations de terres, qui ont été sauvagement réprimées par la police judiciaire et l'armée. Actuellement, quatre occupations sont en cours depuis le 20 novembre 1976. En 1977, d'autres mobilisations ont eu lieu, des occupations de la SRA au niveau local et deux marches vers la ville de Mexico.

Le FPZ détient entre ses mains aujourd'hui des centaines de terres en cours présentées par les paysans et développe une dure bataille pour l'obtention de terres. Son intégration dans la CCRI n'est pas encore complète, et un certain nombre de problèmes de coordination sont apparus lors des actions. Cependant, ses contacts avec d'autres organisations paysannes comme le Campesin "Terre et Liberté" de San Luis Potosi et son caractère d'organisation de masse tout comme la clarté de ses dirigeants quant à la question de la nécessité d'une coordination nationale du mouvement paysan, poussent à son intégration croissante dans la CCRI, ce qui ne peut que contribuer à la consolidation du mouvement.

Le Mouvement paysan indépendant de Sinaloa

Dans l'Etat de Sinaloa se sont produits des mouvements très comparables à ceux de Sonora, même si l'Etat a riposté par d'autres moyens. Plusieurs mouvements paysans importants se sont développés à Sinaloa en 1976, mais ils n'ont pas suffi à donner naissance à une direction paysanne reconnue dans la région. L'Etat a obtenu la vente de 10 000 hectares irrigués, appartenant à des latifundistes, les a remis aux paysans contrôlés par le "Pacte d'Ocampo" et a freiné les mobilisations dans la région. La principale base d'appui du Mouvement se trouve dans le domaine "18 décembre" et dans une coopérative de

pêche de la région d'Ahome, dans le Sinaloa. C'est encore un mouvement peu développé mais des perspectives de croissance lui sont ouvertes dans le cadre même de la CCRI.

Le Mouvement paysan indépendant de Colima

Les conditions dans lesquelles se développent les luttes paysannes dans l'Etat de Colima sont particulièrement difficiles, vu qu'elles ne doivent pas seulement affronter les organisations officielles mais aussi d'autres organisations qui, se prétendant indépendantes, facilitent d'une façon ou d'une autre la politique du gouvernement. Le Mouvement est né de la coordination de divers groupes de paysans qui ont rompu avec les organisations officielles et cherchent à prendre en charge la défense de leurs intérêts dans un cadre plus unitaire. La CCRI leur a ouvert la perspective de la construction d'une véritable organisation régionale et ils ont commencé à progresser dans cette voie.

Les autres organisations

Dès sa naissance, la CCRI s'est fixé comme objectif son propre développement et l'incorporation dans ses rangs de nouvelles organisations. Des contacts sont engagés à l'heure actuelle avec diverses organisations locales à Oaxaca, Veracruz, San Luis Potosi et d'autres localités, en vue de leur intégration dans la CCRI. Les dirigeants paysans de la CCRI sont pleinement convaincus qu'ils pourront prochainement regrouper sinon la totalité du mouvement paysan à l'échelle du pays, tout au moins la majorité des organisations indépendantes qui livrent au niveau local une dure bataille contre l'Etat, les latifundistes et leur appareil de répression.

La CCRI a décidé de publier un journal paysan, Le cultivateur socialiste, diffusé nationalement, et de poursuivre les échanges et les contacts entre dirigeants, qui ont déjà permis de réaliser des progrès évidents dans la consolidation de la CCRI.

La CCI et le PRT : la dialectique du parti et du mouvement de masse

Les trotskistes mexicains ont participé activement au mouvement paysan de ces deux dernières années. Dans certains cas, comme à Sonora, ils étaient partie prenante et au premier rang dans la direction du mouvement paysan. Ailleurs, nos militants ont fait un travail de base dans les mouvements paysans, en contribuant à leur popularisation dans les villes et en faisant venir les forces paysannes dans les organismes de coordination du mouvement ouvrier et étudiant. Les déclarations des directions paysannes ont été systématiquement reproduites dans la presse trotskiste et, enfin, un certain nombre de campagnes de solidarité et de soutien ont été menées à bien centralement.

Dans ces conditions, la création du PRT a permis de coordonner au niveau des militants les efforts déployés jusqu'alors par les différentes organisations trotskistes. La création du PRT a permis de réaliser les possibilités d'intervention qu'avaient les militants trotskistes dans le pays. La CCRI démontre de la façon la plus irréfutable l'importance d'un parti léniniste bénéficiant d'une implantation et d'une intervention nationales. A cette occasion s'est exprimée en toute clarté la dialectique existant entre le renforcement politique du mouvement de mas-

se et le renforcement et la consolidation de l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire. Il n'y a pas un seul dirigeant paysan indépendant qui n'ait compris la nécessité d'aller au-delà de son action régionale, en l'insérant dans une organisation nationale ou en la coordonnant avec d'autres organisations indépendantes dans d'autres régions du pays.

Toutefois, leur propre action quotidienne et la faiblesse de leurs moyens poussent les organisations paysannes à l'isolement. Nous prétendons que seules des forces nationales peuvent organiser la paysannerie à l'échelle nationale. Il s'agit des forces organisées de la bourgeoisie (l'Etat) ou de celles du prolétariat (le parti révolutionnaire). L'expérience de la CCRI nous confirme dans notre conviction. C'est la participation du PRT, son engagement, ses modestes ressources et l'action de ses militants et de sa direction qui ont permis que se réalise l'aspiration des paysans à une coordination nationale des forces paysannes indépendantes et qui ont jeté les bases pour le dépassement de la dispersion des forces paysannes indépendantes et révolutionnaires du pays. Le PRT n'a pas la prétention de construire une contrale syndicale paysanne du parti. Il l'a fait savoir explicitement à diverses occasions, tant dans des réunions de dirigeants paysans que dans des réunions du PRT. Nous ne croyons pas que la fonction du parti soit de "construire" ses propres organismes de masse. L'expérience du PC mexicain à ce sujet est hautement éducative. Ce que veut le PRT, c'est contribuer à l'élévation du niveau de conscience et d'organisation des masses mexicaines. Les militants du PRT qui occupent des postes de direction au sein des organisations de la CCRI le font sur la base de leur travail politique quotidien en tant que dirigeants de masse et non pas comme des fonctionnaires imposés d'une façon ou d'une autre par le parti. La direction du PRT a toujours insisté sur la nécessité que d'autres forces de gauche participent à cette entreprise. Nous ne voulons pas non plus construire un syndicat paysan "rouge", c'est-à-dire sectaire et coupé de la grande masse des paysans du pays. Au contraire, tant les militants du PRT que les directions paysannes se sont fixé comme travail politique d'influencer l'ensemble des masses paysannes de chaque région, en particulier celles qui sont encore contrôlées par les syndicats paysans officiels.

Le PRT est conscient des énormes difficultés qui l'attendent dès à présent, vu son inexpérience dans le travail paysan, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Cependant, la direction du PRT est attentive à ces difficultés et s'efforce de les résoudre sur le plan politique comme sur le plan organisationnel. L'apparition de la CCRI a permis que des dizaines de nouveaux cadres rejoignent le PRT, des cadres qui proviennent maintenant de la paysannerie et dont certains ont acquis un prestige au sein du mouvement de masse. Cela constitue un élément nouveau à prendre en compte dans notre conception de la construction du PRT.

La naissance de la CCRI revêt aujourd'hui au Mexique une importance fondamentale pour la résolution des problèmes historiques des masses mexicaines; les bases permettant la résolution d'au moins trois d'entre eux pourront être jetées à moyen terme, et ce sera la meilleure contribution de la CCRI et du PRT : dépasser la dispersion des mouvements paysans; doter le mouvement paysan de ses propres cadres marxistes-révolutionnaires; et jeter les bases pour que soit dépassée la division historique de la classe ouvrière et de la paysannerie.

D'Helsinki à Belgrade

Un "esprit" hante l'Europe. L'"esprit d'Helsinki". L'esprit de "détente". La lutte menée par les dissidents de l'Europe de l'Est pour prendre au mot ces accords et demander leur application et les tirades de Carter sur les Droits de l'Homme sont généralement présentées comme des menaces pesant sur Belgrade. D'aucuns voudraient-ils un retour à la guerre froide ? Comme si guerre froide et accords d'Helsinki procédaient d'états d'âme. Comme si la "personnalité" de Carter pouvait permettre de comprendre son attitude.

Il est certain que le rebondissement des luttes pour les libertés démocratiques en Europe de l'Est a fait soudainement intervenir un corps étranger dans la mécanique, par ailleurs mal huilée, des accords entre gouvernements réunis à Belgrade. En réalité, les autres sources de discordes et de conflits d'intérêts abondent et il n'est pas inutile de les souligner ici. Mais il reste clair que l'arrière-fond des accords d'Helsinki, comme de la Conférence de Belgrade, ce qui rend nécessaire aujourd'hui, différemment d'hier, cette Sainte-Alliance entre gouvernements, c'est la profondeur et la simultanéité de la double crise du capitalisme et du stalinisme.

Helsinki n'est plus Yalta

Certes, dans les deux cas, il s'agissait pour les gouvernements concernés de maintenir un statu quo, ce qui, dans une période de montée révolutionnaire, signifie son lot de trahison des luttes ouvrières de la part de la bureaucratie stalinienne. Certes, aussi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la révolution yougoslave ne s'était pas soumise aux accords de Yalta (on sait que les "grands" avaient prévu que la Yougoslavie resterait un Etat bourgeois, bien qu'"ami" à "50%" avec le Kremlin...) et avait marqué la première brèche du stalinisme. Mais dans l'ensemble, le "partage du monde" réalisé à Yalta survenait dans un tout autre contexte que les accords de coexistence/collaboration de la "Conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe" (CSCE) close le 1er août 1975 à Helsinki.

Aujourd'hui, la guerre froide ne menace pas l'horizon. Même si les différences de nature entre les régimes de l'Europe de l'Est et de l'Ouest continuent de marquer les conflits permanents

qui les opposent et les limites des accords qu'ils peuvent nouer entre eux, ce qui est aujourd'hui nouveau c'est la crise patente et généralisée du stalinisme.

Sur le plan interne, à la société soviétique et aux pays du "glacis" tout d'abord, les sursis donnés par le XXème congrès du PCUS, puis par les tentatives de réformes économiques des années 60 ont fait long feu. Leur bilan est tiré par les oppositions qui comptent de moins en moins sur une réforme de ces régimes par pression interne au seul appareil d'Etat/parti.

La période de développement économique extensif puis certains aspects des réformes économiques qui ont permis une évasion certes limitée mais réelle du niveau de vie des travailleurs (alimentant largement la passivité ouvrière durant de longues années) trouvent aujourd'hui leurs limites : les options du dernier plan quinquennal soviétique qui avaient donné la priorité au développement des biens de consommation ont failli et le nouveau plan revient par force sur ces choix.

Les crises de l'agriculture soviétique ne sont pas des faits de climat, pas plus que la faible productivité du travail des ouvriers ne sont des preuves de paresse : ce sont les prix sociaux que la bureaucratie doit payer pour sa planification administrative. Les tentatives de réformes n'ont fait que reculer certaines contradictions et en introduire d'autres dont le coût politique pour la bureaucratie s'est avéré plus fort encore que l'absence de réforme : le Printemps de Prague, les révoltes ouvrières de Pologne en 1971 et en juin 76 l'ont prouvé. Une nouvelle maladie mentale est née : de plus en plus nombreux des citoyens des pays de l'Est, à qui l'on a seriné des années durant une propagande officielle "socialiste" et des lois "socialistes" "les plus démocratiques du monde", osent demander que les faits s'accordent aux mots et aux lois.

Sur le plan international, la bureaucratie soviétique n'est plus en mesure de maintenir son emprise absolue sur le mouvement ouvrier. Parce que l'URSS n'incarne plus désormais aux yeux de la masse des travailleurs du monde cette "patrie du socialisme", sans tache, qu'il faudrait défendre à tout prix.

Les intérêts nationaux des bureaucraties ouvrières exigent des liens plus distendus avec le Kremlin. A leur tour, ces prises de distances accentuent la crise interne du régime soviétique désormais contesté - quelles que soient les limites de cette contestation - par des directions de PC qu'il est aujourd'hui difficile de qualifier en masse de "trotsko-fascistes".

L'URSS joue dès lors un rôle sensiblement différent aujourd'hui, aux yeux des bourgeoisies des pays capitalistes développés : elle n'est manifestement pas un stimulant des luttes révolutionnaires. Par contre, elle continue à incarner un "communisme" devenu bien souvent repoussant. Dans une période de crise profonde du capitalisme, cette image donnée par l'URSS est finalement devenue un des meilleurs arguments anticommunistes de la bourgeoisie. Elle n'a certes pas pour autant renoncé à remettre aussi en cause un régime social antagonique au sien, mais n'a ni les moyens, ni surtout l'intérêt d'une intervention directe contre lui. L'expérience prouve au contraire que la bureaucratie soviétique a de plus en plus besoin des relations économiques stables avec les pays capitalistes développés pour compenser précisément les carences propres à son système quant à la productivité du travail et aux crises agricoles, et que, loin d'être une menace réelle pour ces pays, elle peut y affaiblir la portée des luttes anticapitalistes.

C'est sur cet arrière-fond politique que l'on peut le mieux comprendre les intérêts en jeu dans la signature des accords d'Helsinki, au moment où s'affirme une remontée des luttes ouvrières.

Les lectures différentes des accords

Ce sont les soviétiques qui ont pris l'initiative de proposer la Conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe, et l'Acte final d'Helsinki fut considérablement popularisé aux tout lendemains de sa signature, en URSS et dans les "démocraties populaires". On pourrait tirer de la presse soviétique et des autres pays de l'Est les mêmes insinuations sur la signification apportée à ces accords :

"La signification historique de la Conférence d'Helsinki consiste dans le fait qu'elle a non seulement reconnu et entériné les résultats de la Seconde Guerre mondiale et les développements survenus depuis lors, mais qu'elle a aussi marqué le début d'une nouvelle étape dans la lutte pour résoudre les problèmes les plus importants de la vie contemporaine : la transformation globale des relations internationales sur des bases de paix, de démocratie et de justice" (Radio Sofia, 2.01.76).

La Pologne et la Tchécoslovaquie ont particulièrement insisté dans leur presse sur la question de l'inviolabilité des frontières. De façon générale, l'accent fut mis à l'Est sur les deux premières "corbeilles", portant sur les relations entre Etats et les questions de "sécurité" d'une part, et d'autre part, sur la coopération économique et technologique. La troisième corbeille concernant les relations "humanitaires" - qui est devenue le point d'appui principal des dissidents à l'Est - fut acceptée comme condition pour obtenir les deux précédentes.

En ce qui concerne les relations entre Etats : la déclaration de principe du premier chapitre de l'Acte final comporte dix règles que les 35 signataires (tous les pays européens sauf l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) se sont engagés à respecter... Ils comportent d'abord des recommandations relatives aux droits de l'Homme (que la 3ème corbeille n'est donc en fait pas seule à aborder). Quand on connaît la situation dans les pays de l'Est, mais aussi les interdictions professionnelles d'Allemagne de l'Ouest, la répression du peuple basque, les expulsions d'étrangers en France, la situation des Noirs aux USA, on sourirait presque si ces questions n'étaient pas souvent dramatiques :

"Les Etats participants respectent les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion (...). Les Etats participants sur le territoire desquels existent des minorités nationales respectent le droit des personnes appartenant à ces minorités à l'égalité devant la loi," etc...



Session d'ouverture de la CSCE

Ces proclamations ne sont pas différentes de celles qui sont inscrites dans les constitutions et autres Charte des Nations Unies et n'en sont guère que le plus grand dénominateur commun. Elles n'incluent évidemment pas le droit de grève et d'organisation syndicale que maints gouvernements bourgeois admettent. Une série d'autres règles concernent la question des frontières. C'est là que les mots prennent les significations les plus contradictoires pour satisfaire les intérêts divergents en présence... Incontestablement (et c'est pourquoi les pays de l'Est en sont satisfaits), les accords consacrent les réalités territoriales et politiques issues de la Seconde Guerre mondiale et l'inviolabilité des frontières (au sens où nul devrait les remettre en cause violemment).

Telle est l'interprétation qui a régi après Helsinki le traité URSS-RDA qui a pourtant soulevé les foudres des bourgeoisies européennes, considérant cet acte comme contradictoire avec l'"esprit" d'Helsinki (encore lui!). C'est que les accords laissent en même temps ouvertes les possibilités de modifications pacifiques des frontières actuelles. Evidemment, c'est sur ce-

la que la RFA met l'accent quant à elle, en insistant également sur tout ce qui dans l'Acte final d'Helsinki, facilite le rapprochement des familles séparées par des frontières.

La règle de "non-ingérence" dans les affaires d'autrui est un autre de ces grands "principes" incitant au viol permanent de la part des gouvernements signataires de pareilles hypocrisies. Les bourgeoisies murmurent sur l'Angola (n'y aurait-il pas demain d'autres "ingérences" soviétiques, cette fois-ci dans un des pays signataires...) et s'ingèrent sans vergogne au Portugal... Ce sur quoi le Kremlin ne soufflera rien, préférant protester contre les ingérences de Carter dans ses propres affaires.

La question des "mesures de confiance" militaires est tout aussi problématique du point de vue des signataires : il s'agit de clauses selon lesquelles toutes les manœuvres militaires d'envergure doivent faire l'objet d'une information réciproque (à partir du seuil de 25 000 hommes pour les manœuvres terrestres et selon un délai de 28 jours). En réalité, en dehors de certains paramètres comme ceux évoqués ci-dessus, les règles ne sont pas contraignantes. Le cirque des "interprétations" a là encore tout le loisir de se manifester : une "manœuvre", est-ce la même chose qu'un "mouvement" de troupes ? Ce sont les membres de l'Alliance atlantique qui ont en réalité donné l'interprétation la plus extensive à ces règles. Il semblerait que "le commandement du pacte de Varsovie ait adressé aux Etats membres une directive leur recommandant de modérer l'ampleur et la fréquence de leurs manœuvres" (selon V.Y. Ghebali, *Le Monde diplomatique* de juin 1977), et que (selon les mêmes sources), "les pays de l'Est aient jusqu'ici systématiquement refusé d'envoyer des observateurs aux manœuvres de l'OTAN afin, semble-t-il, de se réserver toute latitude de dénoncer leur caractère jugé agressif et antidétente".

On voit que la "confiance" est loin de régner. Au-delà des quelques principes de l'Acte final, l'essentiel des négociations en cours dépasse en réalité la CSCE, et se déroule à Genève (négociations sur les Salt) et à Vienne (négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces - MBFR).

Sur le plan économique, les accords concernent au premier chef les échanges technologiques et commerciaux au niveau européen. Les pays du COMECON sont mécontents du maintien des mesures discriminatoires à leurs égards et des restrictions qui ont fait suite à la récession généralisée dans les pays capitalistes. Leur endettement vis-à-vis des banques occidentales est considérable. Les bourgeoisies espéraient certes une plus libre circulation de leurs capitaux à l'Est et des clauses de réciprocité des avantages économiques concédés. Ne les ayant pas obtenus, ils ne sont pas prêts à accorder en général la clause de la nation la plus favorisée demandée par les pays de l'Est. Mais, dans l'ensemble, un grand nombre d'accords ont été conclus entre pays signataires.

La troisième corbeille, portant sur la libre circulation des hommes des idées et des informations entre participants de la CSCE était celle sur laquelle les bourgeoisies occidentales comptaient le plus pour accentuer les contradictions des pays de l'Est. A Belgrade, ceux-ci reprocheront, entre autres au USA, les restrictions de visas, et un certain déséquilibre quantitatif des échanges culturels. La polémique sur les libertés démocratiques va opposer traditionnellement ceux qui admettent la priorité aux intérêts communs des plus larges masses de la société et non pas aux intérêts particuliers de certains individus qui cherchent à porter atteinte à l'harmonie entre l'intérêt général et l'intérêt individuel... (Ryszard Wojna, député à la Diète de Pologne, in *Le Monde diplomatique* de juin 1977) et de l'autre, les tenants bourgeois des libertés individuelles... Les premiers souligneront à juste titre l'importance du droit au travail reconnu dans la constitution soviétique ; les autres étaleront les libertés démocratiques existant chez eux... Le récent mouvement polonais répond aux deux en mettant en avant la double revendication : "pain de pain sans liberté, pas de liberté sans pain"...

Carter, les Neuf et les dissidents

Les divergences apparues entre les bourgeoisies européennes et Carter sur la façon d'intervenir sur les libertés démocratiques en URSS ont défrayé la chronique. D'un côté comme de l'autre, nul ne songe évidemment à la défense des dissidents ou aux libertés démocratiques. Mais Carter a aujourd'hui besoin, après Watergate et le Vietnam, de redorer quelque peu le blason terni des USA, à peu de frais et avec des propos fracassants. Les bourgeoisies européennes, quant à elles, sont plus immédiatement concernées par les questions de "sécurité" de frontières dans les relations aux pays de l'Est et trouvent aussi leur intérêt au développement d'échanges économiques au nouveau niveau européen avec le COMECON. Le chancelier Schmidt déclarait, de façon significative, le 16 avril dernier à Amsterdam :

"Les accords d'Helsinki représentent un progrès gigantesque par rapport à la situation d'il y a trente ans. Si leur mise en œuvre n'a pas encore donné de résultats satisfaisants, elle a déjà eu des conséquences positives sur l'Europe dans les domaines de la coopération économique et de la réunification des familles... Il est indispensable de maintenir le dialogue de la détente, de l'approfondir et de l'élargir sur le plan géographique." (*Le Monde* du 15 juin 77).

Les divergences entre gouvernements bourgeois n'iront pas plus loin, à Belgrade, chacun tirant avantage des tirades de Carter, et Carter se soumettant aux exigences de modération de ses alliés...

Si dans l'immédiat l'ensemble pèse comme une gêne sur la politique de répression en URSS, les événements récents ont montré qu'il ne l'empêchait pas. Et l'on peut craindre qu'après Belgrade, les attaques contre les dissidents ne soient encore plus féroces. Cela est bien davantage notre affaire que ces accords entre gouvernements colmatant mal les brèches sans cesse plus larges d'un monde où "leur" statu quo sera de plus en plus difficile à maintenir...

Index d'Inprecor

du n°50

au n°8 (nouvelle série)

ns : nouvelle série e : éditorial SU : Secrétariat unifié de la IVème Internationale i : interview d : document

Afrique du Sud

Le massacre de Soweto		
Langa	54, 24.06.77	32
Derrière la révolte noire		
Langa	56, 22.07.76	27-31
Déclaration du Secrétariat unifié	56, 22.07.76	32
La lutte contre l'apartheid s'approfondit		
Langa	57, 9.09.76	3-8
L'unité des non-européens		
Langa	58, 23.09.76	10-12
Transkei : une fausse indépendance		
Roy Alexander	63, 25.11.76	7-10

Angola

Où en est l'Angola ?		
C. Gabriel	58, 23.09.76	13-16

Argentine

La répression s'accroît	51, 13.05.76	9
Les Nôtres : Arturo Gomez	56, 22.07.76	37
Camarade Pedro Santucho	57, 9.09.76	29
Libérez Paez ! Libérez les prisonniers politiques argentins !	58, 23.09.76	31
Les Nôtres. En hommage à Nestor, militant argentin assassiné : déclaration du BP du GOR	53, 25.11.76	32
Un an après le coup (1ère partie)		
Irène Rodriguez	2ns, 17.03.77	3-10
Une fragile relance - S.D.	2ns, 17.03.77	10
Les travailleurs du secteur public contre la dictature		
Irène Rodriguez	3ns, 31.03.77	18-24

Belgique

Succès de la LRT	65, 13.01.77	17
Europe du Nord : la remontée des luttes ouvrières	2ns, 17.03.77	20-23
Le statu quo ?		
François Vercammen	5ns, 28.04.77	16-19

Bolivie

La lutte politique et sociale s'aiguise		
Luis Roca C.	50, 29.04.76	17-23
Nouvelles escalades de la répression	55, 8.07.76	29-31
Bilan du congrès des mineurs boliviens		
S. Fernandez	56, 22.07.76	32-36
Les mineurs boliviens ont perdu une bataille		
S. Fernandez	58, 23.09.76	28-30

Brésil

Du "miracle" à la récession		
Juan Sosa	61/62, 11.11.76	37-39
Les élections municipales	64, 9.12.76	27-31
Divisions dans le bloc dominant	2ns, 17.03.77	13-19

Cambodge

Questions sur la Révolution		
P. Rousset	53, 10.06.76	26-31

Chine

Après les événements de Tien-An-Men		
Greg Benton	50, 29.04.76	7-12
La crise politique chinoise (1ère partie)		
S.S. Wu	55, 8.07.76	22-28

La crise politique chinoise(2ème partie)		
S.S.WU	56, 22.07.76	38-43
Après la mort de Mao: nouvelle phase de la lutte politique		
Livio Maitan	58, 23.09.76	3-9
Mao dans la révolution chinoise (1ère partie)		
S.S. Wu	59, 7.10.76	18-23
Mao dans la révolution chinoise (2ème partie)		
S.S. Wu	60, 21.10.76	4-9
Elimination des radicaux	60, 21.10.76	3
Le retour de Teng ?		
S.S.Wu	2ns, 17.03.77	33-36

Documents

Un aspect méconnu du débat sur les syndicats en Russie		
Guy Desplre	3ns, 31.03.77	33-36
Discours de Trotsky sur la question syndicale (29.3.1922)	3ns, 31.03.77	36-39
Tomski sur les grèves	3ns, 31.03.77	39-40
Lettre ouverte d'un travailleur ukrainien à Brejnev	3ns, 31.03.77	31-32
Lettre aux PCI, PCE et PCF		
Leonid Plouchitch	4ns, 14.04.77	23-29
La grève dans l'Etat ouvrier		
Léon Trotsky	4ns, 14.04.77	30-32
Lettre aux secrétaires généraux des PC de France, d'Italie et de Grande-Bretagne		
Piotr Grigorenko (présentation Andreï Grigorenko)	7ns, 26.05.77	23-32

Documents de la IVème Internationale

Boycotter le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud	56, 22.07.76	32
Retrait immédiat de l'armée syrienne du Liban	56, 22.07.76	48
Camarade Roberto Santucho	57, 9.09.76	29

Economie internationale

Une reprise hésitante, inégale et inflationniste		
Ernest Mandel	61/62, 11.11.76	3-16
Le nouvel ordre économique mondial		
Charles-André Udry	61/62, 11.11.76	40-48

Egypte

L'échec de l'Infitah		
Jon Rothschild	67, 10.02.77	3-11

Espagne

La fuite en avant de la bourgeoisie (I)	50, 29.04.76	3-6
Arias Navarro: une voix d'outre-tons	51, 13.05.76	15
Le referendum qui n'a jamais existé		
M.Saura	52, 27.05.76	14-15
Un meeting avec Ernest Mandel	52, 27.05.76	16
Le mouvement de masse dans les quartiers (D)	52, 27.05.76	17-18
La peur de septembre		
M.Saura	55, 8.07.76	20-21

Le mouvement des femmes		
Jacqueline Heinen	56, 22.07.76	13-16
L'ultime assaut		
Pedro Aguirre	57, 9.09.76	9-17
Lettre de prisonniers politiques (D)	58, 23.09.76	17
Appel de prisonniers politiques basques (D)	59, 7.10.76	32
Premier meeting public de la IV ^e Internationale	60, 21.10.76	26
Les "grandes manœuvres" de la bourgeoisie et la riposte du mouvement de masse		
Juan Fernandez	64, 9.12.76	3-7
Répression contre la LCR...		
riposte victorieuse des masses	64, 9.12.76	8
Après le referendum		
Juan Fernandez	65, 13.01.77	3-6
Venceremos (D)	67, 10.02.77	29-32
Pour la légalisation des partis ouvriers		
Juan Fernandez	3ns, 31.03.77	11-15
Le PCE et la démocratie défigurée	5ns, 28.04.77	13-15
Santiago Carrillo et la nature de l'URSS		
E. Mandel	6ns, 12.05.77	14-16
"L'eurocommunisme et l'Etat"		
(extraits) S. Carrillo (D)	6ns, 12.05.77	17-20
Pour l'amnistie totale, pour les libertés, tous avec Euskadi (D)		
Déclaration du BP de la LCR	7ns, 26.05.77	9-10
Les élections à la Suarez		
Michel Rovère	8ns, 9.06.77	3-7
Programme du Front pour l'unité des travailleurs (D)	8ns, 9.06.77	8-9

Ethiopie

De la monarchie absolue au bonapartisme?		
Tabor et Hana	3ns, 31.03.77	24-30
Vers la guerre civile		
Tabor et Hana	7ns, 26.05.77	16-19

Europe du Nord

La remontée des luttes ouvrières	2ns, 17.03.77	20-23
----------------------------------	---------------	-------

«Eurocommunisme»

Les trois dimensions de l' "eurocommunisme"		
Ernest Mandel	5ns, 28.04.77	3-8
Santiago Carrillo et la nature de l'URSS		
Ernest Mandel	6ns, 12.05.77	14-17
L' "eurocommunisme" et l'Etat (extraits du livre de Santiago Carrillo)	6ns, 12.05.77	17-20

Femmes

Le mouvement des femmes en Espagne		
Jacqueline Heinen	56, 22.09.76	13-16
Chômage et avortement		
Jacqueline Heinen	2ns, 17.03.77	24-27
Le 8 mars partout	3ns, 31.03.77	16-17
Rencontre internationale	5ns, 28.04.77	40
Les femmes dans la remontée des luttes		
Doddie Ellis et Mary Kelly	6ns, 12.05.77	25-28
Mouvement des femmes et lutte de classes		
6.000 femmes à Paris	7ns, 26.05.77	11.15
	8ns, 9.06.77	10

Finlande

Un nouveau gouvernement de front populaire

Pekka Haapakoski 8ns, 9.06.76 11-14

France

Le différend Giscard-Chirac

Pierre Frank 57, 9.09.76 22-24

Le plan de la dernière chance

Pierre Julien 60, 21.10.76 15-18

L'avant et l'après 78

Pierre Julien 65, 13.01.77 15-17

Les élections municipales et

les révolutionnaires (D) 66, 27.01.77 26-27

La déroute électorale du régime

Pierre Frank 3ns, 31.03.77 3-7

La crise de direction de la bourgeoisie

René Yvetot 3ns, 31.03.77 8-10

Veillée d'armes électorale pour 1978

Jean-Yves Touvais 7ns, 26.05.77 3-8

Grande-Bretagne

Après le départ de Wilson (I)

Menace raciste en Grande-Bretagne 51, 13.05.76 16-18

Andrew Jenkins

La crise économique et les 57, 9.09.76 18-21

syndicats (1ère partie)

Alan Jones 65, 13.01.77 7-14

La crise économique et les

syndicats (2ème partie) 66, 27.01.77 22-25

Alan Jones

Sur la route de Samara 67, 10.02.77 12-16

Ernest Mandel

Le pacte libéral travailliste contre

les travailleurs 6ns, 12.05.77 21-24

James Francis

Les femmes dans la remontée des luttes

Doddie Ellis et Mary Kelly 6ns, 12.05.77 25-28

Grèce

Nouveau maillon de la crise du capitalisme en Europe du Sud

Manos Simonis 53, 10.06.76 3-6

Une vague de répression antiouvrière

Procès d'Athènes : défaite pour 56, 22.07.76 17-18

Caramanlis

60, 21.10.76 26

Ile Maurice

Après la victoire du MMM

65, 13.01.77 29-31

Inde

Le budget de l'année 1976

M. Naveed 51, 13.05.76 23-27

Normalisation à la Indira

S. Bhagat 65, 13.01.77 23-28

La fin du règne du Parti du Congrès

S. Bhagat et Javed Hussein 4ns, 14.04.77 11-13

Manifeste électorale des trotskystes

indiens (D) 4ns, 14.04.77 14-15

Irak

La résistance n'est pas brisée (I)

56, 22.07.76 44-48

Irlande

Sauvons les Murray¹.

Qui sont les "marcheurs de la paix" ? 60, 21.10.76 32

Geoffrey Bell 63, 25.11.76 27-31

Israël

Les Arabes sous l'occupation

Michel Warchawsky 50, 29.04.76 24-27

La répression s'accroît

Michel Warchawsky 53, 10.06.76 23-25

Italie

Les élections anticipées

Livio Maitan 51, 13.05.76 3-9

L'échéance du 20 juin

Livio Maitan 52, 27.05.76 2-6

Dossier : l'extrême-gauche et les

élections du 20 juin 54, 24.06.76 3-23

Présentation (A.U) " " 3-6

Appel de "Democratie prolétarienne" " " 6-9

Une gauche sans issue (document

d'Avanguardia Operaia) " " 10-14

"Gouvernement des gauches"

et pouvoir populaire (document de " " 15-18

Lotta Continua)

Le mouvement de masse et le

"gouvernement des gauches" (document " " 19-23

des GCR-IV^e Internationale)

Dossier : après les élections 55, 8.07.76 8-19

L'Italie après les élections

Livio Maitan " " 8-10

Documents de Avanguardia Operaia,

du PDUP, de Lotta Continua et des GCR " " 11-19

Le congrès de Lotta Continua : crise et

spontanéisme 63, 25.11.76 23-26

Livio Maitan 65, 13.01.77 18-22

Les dè ne sont pas jetés (D) GCR

La crise politique et sociale rebondit 5ns, 28.04.77 33-39

Livio Maitan

Japon

A bas le gouvernement Miki

Les retombées du scandale Lockheed 51, 13.05.76 19-22

Pierre Rousset

Crise et reconversion 59, 7.10.76 24-28

Jiro Fujiwara

Entre deux époques (I) 61/62, 11.11.76 28-36

66, 27.01.77 3-11

Liban

Les enjeux de l'intervention syrienne

Magida Salman 54, 24.06.76 26-31

Retrait immédiat de l'armée syrienne

du Liban (S.U.) 56, 22.07.76 48

Quel choix pour la résistance

palestinienne ? 58, 23.09.76 18-21

Selim Accaoui

La ligne de l'OLP : une lettre et la

réponse de Selim Accaoui 60, 21.10.76 30-31

Déclaration du Secrétariat unifié

de la IV^e Internationale 65, 13.01.77 32

Suède

"Dehors Kissinger"		
Benny Asman	53, 10.06.76	32
Après les élections		
Tom Gustafsson et G.I. Johnsson	57, 9.09.76	25-28
Les raisons de la chute de la social-démocratie		
Tom Gustafsson et G.I. Johnsson	59, 7.10.76	13-17

Suisse

Crise et 40 heures		
Karl Brunner	66, 27.01.77	12

Thaïlande

Après les élections du 4 avril		
Paul Petitjean	50, 29.04.76	13-16
6 octobre: une mesure de guerre civile		
Paul Petitjean	63, 25.11.76	11-15
La résistance s'élargit	64, 9.12.76	39
Le PCT et la résistance à la dictature		
Paul Petitjean	4ns, 14.04.77	18-22
Le Sud à l'heure de l'offensive anticomuniste		
Ruang Kao	6ns, 12.05.77	29-32

Timor oriental

Une résistance de longue durée		
Paul Petitjean	5ns, 28.04.77	27-29

Tunisie

Vers des luttes de grande ampleur		
M.Azez et A.Malik	58, 23.09.76	22-26
Instaurer la paix sociale		
M.Azez et A.Malik	5ns, 28.04.77	30-31

URSS

Ukraine: lettre ouverte à Brejnev	3ns, 31.03.77	31-32
Note de lecture: l'opposition de gauche en Union soviétique		
Pierre Frank	5ns, 28.04.77	32
Armement: derrière l'échec des négociations SALT		
Joseph Hansen	5ns, 28.04.77	20-21

USA

Derrière le vote Carter		
David Frankel	63, 25.11.76	16-20
La gauche et les élections		
Tim Wohlforth	64, 9.12.76	20-22
Armement: derrière l'échec des négociations SALT		
Joseph Hansen	5ns, 28.04.77	20-21

Venezuela

Politique et pétrole		
Gonzalo Gomez	51, 13.05.76	28-32

Vietnam

Elections et réunification	52, 27.05.76	26-29
Le 4ème congrès du PCV		
Pierre Rousset	67, 10.02.77	24-28

Yougoslavie

Des choix fondamentaux		
Catherine Verla	61/62, 11.11.76	25-27

Zaire

L'impérialisme au secours de Mobutu		
C. Gabriel	5ns, 28.04.77	22-26

Zambie

Les retombées de la chute du cuivre		
John Blair	64, 9.12.76	32-36
Rectificatif à l'article du précédent numéro	65, 13.01.77	31

Zimbabwe

Les contradictions du nationalisme		
C. Gabriel	52, 27.05.76	23-25
Derrière le plan Kissinger-Callaghan		
Pat Jordan et Julius Karanja	59, 7.10.76	3-7
Smith négocie à Genève et attaque au Mozambique		
Julius Karanja	63, 25.11.76	3-6

et dans un prochain numéro...

Dans le prochain numéro d'Inprecor, nous publierons une longue résolution adoptée par le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale et intitulée: "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat".

L'approfondissement de la crise du stalinisme, la crise du maoïsme, les multiples déclarations des leaders de l' "eurocommunisme" sur les rapports entre socialisme et liberté comme leur refus de toute référence — y compris littéraire — à la notion de dictature du prolétariat, ont aiguisé le débat sur les différentes conceptions de la démocratie socialiste et sur la nature de classe de tous les Etats. A l'heure de la montée de la révolution en Europe capitaliste, du renforcement de l'opposition dans les Etats ouvriers déformés, ce débat a perdu son caractère académique. Il est de plus en plus lié à la politique pratique proprement dite.

Les thèses du SU traitent de questions telles que la dictature du prolétariat, le parti unique et le multipartisme, les conseils ouvriers et l'extension des droits démocratiques, le rôle de la démocratie ouvrière et de la dualité de pouvoir dans le processus révolutionnaire. En outre, elles répondent aux arguments avancés par le courant stalinien ou se situant dans la "tradition" stalinienne. Vu l'importance programmatique du sujet traité, le SU a décidé d'ouvrir une discussion publique autour de ces thèmes.

Bob Langston

Robert Langston, membre du Socialist Workers Party (l'organisation trotskyste américaine) depuis de nombreuses années, est mort brusquement à Paris, le 10 juin 1977. Il avait 44 ans. Bob et sa compagne Berta avaient récemment décidé de s'installer en Europe. La direction de la IV^e Internationale s'était vivement félicitée de cette décision car, ainsi, le camarade Langston aurait pu fournir une contribution plus importante au mouvement révolutionnaire international. Sa mort n'est pas seulement une perte personnelle irréparable pour ses camarades et amis, mais aussi un coup politique sévère pour tout le mouvement international.

Le camarade Langston était un intellectuel révolutionnaire au meilleur sens du terme. Comprendre le monde impliquait donc pour lui la volonté lucide de le changer; de là son engagement dans la construction du Parti et de l'Internationale révolutionnaire. Il avait adhéré au Parti socialiste américain alors qu'il était étudiant à l'université de Harvard, dans la période de réaction de l'après-guerre. Plus tard, il partit pour l'Europe afin d'y poursuivre ses études. C'est là qu'il commença à s'intéresser aux idées trotskystes, dans lesquelles il trouvait une réponse révolutionnaire au stalinisme qu'il avait toujours rejeté. Ses études comme son activité politique aux Etats-Unis et en Europe lui avaient donné une compréhension, rare chez les militants révolutionnaires, de la réalité sociale, politique et culturelle à la fois des Etats-Unis et de l'Europe.

C'est en Europe qu'il milita au sein du mouvement de défense de Robert F. Williams, l'un des premiers dirigeants noirs à avoir expliqué et appliqué l'auto-défense des noirs contre la violence raciste, ce qui lui avait valu d'être trainé devant les tribunaux américains.

Cette activité coïncidait avec les premières années de la campagne pour la défense et la popularisation de la révolution cubaine. A travers elles le camarade Langston se rapprocha du mouvement trotskyste américain qui y jouait un rôle dirigeant. Quand il rentra aux Etats-Unis, le camarade Langston commença à travailler avec le SWP. En 1965, il devint secrétaire exécutif du Comité pour la défense du Dr. Neville Alexander, qui faisait campagne contre l'apartheid et pour la libération du dirigeant révolutionnaire sud-africain emprisonné. Au cours de cette campagne le camarade Langston adhéra au SWP.

Au sein du parti, il se consacra principalement au travail d'élaboration et de formation. De 1967 à 1969, il fut membre du comité de rédaction de *The Militant*, l'hebdomadaire qui reflète les vues du SWP. Il écrivit aussi pour *International Socialist Review* la revue théorique du SWP.

La révolution arabe et la lutte contre le sionisme constituaient

l'un des nombreux centres d'intérêt particulier du camarade Langston. Outre les travaux qu'il effectuait sur ce sujet pour *The Militant*, et les réunions publiques où il parlait au nom du SWP, Bob Langston joua un rôle important dans la formation du Comité pour de nouvelles alternatives au Moyen-Orient. Ce comité organisa une tournée de meetings qui eut un grand succès, pour Arie Bober, le dirigeant de l'Organisation socialiste israélienne (Matzpen). La publication du livre "L'autre Israël" fut le fruit de la collaboration du camarade Langston, d'Arie Bober et d'autres révolutionnaires israéliens. Les textes rassemblés dans ce livre constituent encore à ce jour l'une des meilleures analyses de la nature de l'Etat sioniste et de la lutte révolutionnaire propre à le renverser.

Le camarade Langston participait aussi activement aux discussions qui se déroulaient au sein de l'organisation trotskyste américaine. En 1971, en collaboration avec plusieurs autres camarades il participa au débat toujours actuel sur la stratégie de la révolution arabe. Tout récemment il donnait des cours au Collectif d'éducation marxiste sur l'économie politique du capitalisme du 3^{ème} âge. Il écrivit aussi un article sur la fin de la troisième révolution technologique pour l'un des numéros spéciaux d'*Inprecor* (n° 27/28, du 5 juin 1975).

A l'époque de sa mort il travaillait à plusieurs projets d'études, principalement dans le domaine de la théorie de la transformation et de la dialectique de la nature. Mais la contribution de Bob Langston ne se limitait pas à ces activités, discours et articles. C'était un homme d'une extraordinaire culture. Aucune des facettes de l'activité intellectuelle humaine, aucun aspect des efforts entrepris par l'humanité pour comprendre la nature et la société afin de devenir maîtresse de son propre destin, ne lui était étranger. Il avait la capacité, si rare parmi les intellectuels révolutionnaires, de discerner des données que d'autres n'apercevaient pas, de détecter le noyau de vérité dissimulé derrière des vues erronées ou unilatérales. En saisissant les dimensions nombreuses et souvent contradictoires de la réalité, en les appréhendant toutes ensemble, il ne s'écartait jamais d'une démarche marxiste-révolutionnaire unifiante. Cette double aptitude combinée avec la profondeur de ses connaissances faisait la puissance de sa pensée. En même temps, il ne parlait jamais pour le plaisir de s'écouter et sa personnalité était totalement dénuée de tout besoin de s'affirmer aux dépens des autres.

Ceux qui le connaissaient bien, ceux qui discutaient fréquemment avec lui savaient qu'on pouvait toujours compter sur Bob pour penser à quelque chose d'imprévu et pour l'exprimer d'une manière qui la rendait immédiatement compréhensible aux autres. Ceux qui connaissaient ses capacités avaient une totale confiance, non seulement politique mais aussi personnelle en Bob Langston. Sans lui ils continueront son travail, en sachant qu'il ne pourra jamais y être remplacé.

17 juin 1977